

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 9

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Aujourd'hui toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires. De préférence aux notes de bas de page, nous avons choisi un regroupement des remarques en fin de document, chacune se trouvant annoncée dans le corps du texte étudié par un soulignement en gras et par une référence numérique.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit, à nos yeux, que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré aux conférences prononcées par Marx en décembre 1847 devant l'Association des Ouvriers allemands de Bruxelles sous le titre général de «**Travail salarié et Capital**».

Il contient les **3 cahiers** suivants :

1. Histoire d'un manuscrit, paginé HdM de 1 à 4

2. Histoire d'un concept, paginé HdC de 1 à 11

Avertissement

3. Lecture commentée

- 3.1. « Qu'est-ce que le salaire ? Comment est-il déterminé ? », paginé TSC(1), de 1 à 5
- 3.2. « Qu'est-ce qui détermine le prix d'une marchandise ? », paginé TSC(2), de 1 à 5
- 3.3. « Le capital est un rapport social de production », paginé TSC(3), de 1 à 2
- 3.4. « Comment une somme de marchandises, de valeurs d'échange devient-elle du capital ? », paginé TSC(4), de 1 à 2
- 3.5. « Que se passe t-il dans l'échange entre le capitaliste et le salarié ? », paginé TSC(5), de 1 à 2
- 3.6. « Mais quelle est donc la loi générale qui détermine la hausse et la baisse du salaire et du profit dans leurs relations réciproques? », paginé TSC(6), de 1 à 4
- 3.7. « Quel est l'effet de l'accroissement du capital productif sur le salaire? », paginé TSC(7), de 1 à 10
- 3.8. Un résumé, paginé R, de 1 à 1

Table générale

K. Marx, *Travail salarié et Capital*

1. Histoire d'un manuscrit

Marx est expulsé de France au début de février 1845.

Avant son départ pour la Belgique, il signe, le 01.02.45, avec un jeune éditeur de Darmstadt de passage à Paris, Wilhelm Leske, un contrat d'exclusivité pour une *Critique de la Politique et de l'Economie politique* en deux volumes. Il reçoit pour cet ouvrage une avance importante : 1.500 frs sur un ensemble de 3.000 frs (pour 2.000 exemplaires). La hauteur du contrat témoigne du crédit intellectuel (et commercial) du jeune Marx auprès des éditeurs. Quelques mois plus tard, *Misère de la philosophie* sera publié à compte d'auteur...

Marx ne tiendra pas son engagement.

Il s'en explique à W. Leske dans une lettre qu'il lui adresse le 1^{er} août 1846¹ et dans laquelle il s'engage à rembourser l'avance reçue. On y apprend surtout les raisons qui l'ont poussé à différer la rédaction de cet ouvrage.

D'une part, **ce sont des raisons de scrupule intellectuel**. En effet, la rédaction, avec Engels, de *L'Idéologie allemande* a singulièrement modifié l'approche qui prévalait au moment de l'écriture des *Manuscrits parisiens*, au début de 1844²:

« Comme le manuscrit presque achevé du premier volume de mon ouvrage³ est écrit depuis fort longtemps déjà, je ne le donnerai pas à l'impression sans le revoir encore une fois du point de vue du fond et de la forme. Il est bien compréhensible qu'un écrivain qui progresse dans son travail ne puisse donner à imprimer mot pour mot six mois après ce qu'il avait écrit six mois auparavant.

A cela s'ajoute que *Les physiocrates*⁴, en deux volumes in-folio, ont paru seulement à la fin juillet et ne parviendront ici que dans quelques jours, bien que leur parution ait été annoncée déjà lors de mon séjour à Paris. Il me faut, à présent, tenir compte de cet ouvrage dans sa totalité⁵ ... »

D'autre part, **ce sont des raisons d'opportunité politique**. En effet, Marx explique qu'il lui a paru plus urgent de publier une réfutation des thèses philosophiques en cours au sein du socialisme allemand. L'ouvrage ici mentionné est *L'Idéologie allemande* dont les projets de publication n'aboutiront pas :

« Il me semblait en effet très important de publier d'abord un écrit polémique contre la philosophie al-

¹ On trouve le brouillon de cette lettre aux pages 393-398, tome 1, de la *Correspondance Marx Engels*, publiée aux Éditions Sociales, Paris 1971.

² Vraisemblablement entre les mois de mars (après la parution du numéro des *Annales franco-allemandes*) et d'août 1844 (où se situe la visite d'Engels, après laquelle les deux amis décideront de rédiger *La sainte Famille*).

³ Cet ouvrage que l'on connaît aujourd'hui sous le titre de *Manuscrits de 1844*. Cf. notre fascicule 2

⁴ Il s'agit de l'ouvrage d'Eugène Daire, paru à Paris, chez de Guillaumin, en 1846.

⁵ Cette exigence peut ne paraître qu'une excuse de circonstance pour justifier le retard du manuscrit. Elle n'est pas moins caractéristique du rapport perfectionniste de Marx avec ses écrits. Lorsqu'en avril 1851, par exemple, Marx annonce à Engels qu'il est près de terminer la rédaction de son *Economie* (« Je suis si avancé que, dans cinq semaines, j'en aurai terminé avec toute cette merde d'économie », écrit-il le 02 avril 1851), ce dernier accueille la nouvelle avec autant de plaisir que de scepticisme. Il répond le lendemain : « Je suis heureux de savoir que tu as enfin terminé *L'Economie politique* ; la chose finissait par trop traîner en longueur et tant qu'il te reste devant toi un livre que tu juges important et que tu n'as pas lu, tu n'arrives pas à rédiger. » (*Correspondance Marx Engels*, Tome II, pages 182 et 188, Editions sociales, Paris, 1971)

lemande et contre le socialisme allemand, qui lui a fait suite, avant d'aborder des développements positifs. Ceci est nécessaire pour préparer le public à comprendre le point de vue de mon économie politique qui s'oppose diamétralement à la science allemande en honneur jusqu'à aujourd'hui. »

Nous ajouterons **un troisième ordre de raison** : c'est **l'engagement militant** de Marx et d'Engels dans la nouvelle situation créée par l'expulsion de France. Les travaux théoriques de fond, pensent-ils, viendront plus tard. Pour l'heure, il s'agit d'intervenir avec vigueur, avec rigueur, dans le champ politique et à cette fin, de s'assurer le contrôle ou même la direction d'organes de diffusion : un journal, une association culturelle, une ébauche d'organisation structurée.

L'observation du calendrier de cette période bruxelloise au cours des années 1846-1847 est, de ce point de vue, instructive¹:

1. de septembre 1845 à août 1846 : rédaction de *l'Idéologie allemande*
1. février 1846 : création du Comité de Correspondance communiste
2. mars 1846 : rupture avec Weitling
3. mai 1846 : circulaire contre Kriege
4. août 1846 : mission d'Engels à Paris
5. février 1847 : visite de J. Moll envoyé par la direction londonienne de la Ligue des Justes
6. juin 1847 : participation d'Engels au premier congrès de la Ligue des Communistes à Londres
7. août 1847 : Marx est président de la Commune bruxelloise de la Ligue des Communistes
8. août 1847 : fondation de *l'Association des Travailleurs allemands*²
9. septembre 1847 : fondation de *l'Association démocratique*³
10. septembre 1847 : prise du contrôle du journal «*Deutsche-Brüsseler Zeitung*»⁴
11. novembre 1847 : participation de Marx et d'Engels au 2^e congrès de la Ligue des Communistes

et tout cela, sans compter la rédaction de *Philosophie de la Misère* (qui paraît en juin 1847) et du *Manifeste du Parti communiste* (qui paraît en février 1848) ainsi que divers articles importants dans la presse.

C'est dans ce **contexte marqué par l'action politique** qu'il faut situer la rédaction de *Travail salarié et Capital* sous la forme d'abord d'un exposé devant *l'Association des Travailleurs allemands* de Bruxelles.

1.1. Un cycle de conférences

Dans son édition du 6 janvier 1848, la *Deutsche Brüsseler Zeitung* insère l'annonce suivante:

« Dans une précédente séance de *l'Association des Travailleurs allemands*, Karl Marx a fait sur la question : « Qu'est-ce que le salaire? » une conférence claire, objective, facile à suivre avec une critique si aigüe de la situation actuelle et une démonstration pratique telle, que nous la communiquerons bientôt à nos lecteurs⁵ ».

Dans son introduction de 1859 à sa *Contribution à la Critique de l'Economie politique*, des pages où il retrace son itinéraire intellectuel, Marx lui-même parle de plusieurs conférences :

« L'impression d'une dissertation sur le travail sala-

¹ Pour le détail, nous revoyons au chapitre « Manœuvres pour une hégémonie » de notre fascicule 3

² Cette association culturelle était la façade légale de la *Ligue des Communistes* récemment créée.

³ Cette association est fondée à Bruxelles le 27 septembre 1847 au cours d'un banquet international. Marx est élu vice-président (aux côtés de Lucien Jottrand) le 15 novembre.

⁴ Autrement dit : *La Gazette allemande de Bruxelles*. Ce journal avait été fondé en janvier 1847 par Adalbert von Bornstedt (le même qui se trouve à l'origine du *Vorwärts* à Paris et dont on sait aujourd'hui qu'il était un agent du gouvernement prussien. Cf. notre fascicule 2, Annexe 2)

⁵ Une promesse qui ne sera pas tenue.

rié, écrite en allemand et rassemblant les conférences que j'avais faites sur ce sujet à l'Association des travailleurs allemands de Bruxelles, fut interrompue par la révolution de février et par mon expulsion de Belgique qui en résulta.¹»

Un autre repère nous est fourni par un ensemble de notes contenues sous le titre « Salaire » dans un cahier de Marx daté de décembre 1847. Le début du manuscrit récapitule, après la mention « déjà expliqué », sept rubriques qui correspondent avec précision au contenu de *Travail salarié et capital*.

1.2. Cinq articles

De retour à Paris à l'invitation du gouvernement provisoire issu de la révolution de février 1848, Marx ne tardera pas à se rendre en Prusse dès que les premiers événements de nature révolutionnaire sembleront y annoncer des bouleversements de même ampleur qu'en France. Il s'installe à Cologne le 10 avril 1848 pour y fonder *Die Neue Rheinische Zeitung*², dite la *Nouvelle Gazette Rhénane* en référence au journal dont il a été le rédacteur en chef d'octobre 1842 à mars 1843 avant son premier exil en France³. Le journal fera paraître quelque 300 numéros entre le 01.06.1848 et le 15.05.1849 lorsque, la réaction ayant repris le contrôle politique et militaire du pays, il sera interdit par le gouvernement prussien.

C'est dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* que paraîtra, en cinq livraisons⁴, entre le 5 et le 10 avril 1849, le texte de *Travail salarié et Capital*.

Une suite était annoncée, mais le manuscrit a été perdu.

1.3. Une brochure

C'est en 1891 qu'Engels entreprend de rééditer le texte qui avait « paru en tirage séparé sous forme de brochure chez divers éditeurs », écrit-il dans l'importante préface qu'il rédige à cette occasion.

Une importante préface ? Oui, en ce sens qu'Engels ne se contente pas d'accompagner le texte qu'il réédite mais il prend l'initiative de le **modifier sur un point de vocabulaire qui est aussi un point de théorie**.

Nous verrons bientôt qu'il s'agit pour Engels de remplacer la notion de « travail » par celle de « force de travail » comme marchandise.

Il en résulte que la plupart des éditions modernes⁵ de *Travail salarié et capital* suivent la leçon d'Engels. Quelques-unes préfèrent toutefois reproduire le texte original de 1849. C'est le cas notamment de l'édition de poche offerte par la collection « Essentiel » aux éditions Messidor/éditions sociales, dans une traduction de Michel Fagard.

¹ K Marx, *Contribution à la Critique de l'Economie politique* », Editions sociales, Paris 1977, page 4.

² La souscription (espérée à hauteur de 30.000 thalers) n'ayant pas réuni le capital escompté (à peine 13.000 thalers) Marx sera obligé d'investir dans l'entreprise ce qu'il vient juste de recevoir de son héritage paternel (plus de 7.000 thalers en fin de compte selon la lettre du 28.06.53 d'Adolf Cluss à Joseph Weydemeyer (page 395, note 3, du tome III de la *Correspondance Marx Engels*, aux Editions sociales, Paris 1972)

³ Ironie de l'histoire : c'est Camphausen, le bailleur de fonds libéral de la première *Gazette Rhénane*, qui est Premier Ministre à Berlin.

⁴ Ces articles se trouvent aux pages 226-254 du tome III de l'édition de *La nouvelle Gazette rhénane*, aux Editions Sociales, Paris 1971 (traduite et annotée par Lucienne Netter)

⁵ La brièveté du texte incite la plupart des éditeurs à publier conjointement *Travail salarié et Capital* qui date de 1849 et *Salaire, Prix et Profit* qui date de 1865. Malgré les précautions que prennent les préfaces à ces éditions, on voit ainsi se télescoper des états très éloignés dans le temps des écrits de Marx, comme si le processus du travail théorique comptait pour rien.

2. Histoire d'un concept

Lorsque Engels entreprend, en 1891 (Marx est mort depuis 8 ans), de faire paraître une nouvelle édition de *Travail salarié et Capital*, il fait précéder le texte d'une importante introduction dans laquelle il justifie ses choix éditoriaux et tout particulièrement sa décision de modifier l'écrit de Marx sur un point de vocabulaire précis. Un point de **vocabulaire théorique**, il est vrai : Engels, en effet, a pris l'initiative de remplacer la **notion** de « **travail** » que Marx utilise en 1847 dans l'expression « valeur du travail » par le **concept** de « **force de travail** » employé par Marx dans ses travaux ultérieurs.

En dépit de sa clarté, le texte d'Engels n'est pas d'une lecture facile.

Aussi pensons-nous utile de procéder dans le respect de la chronologie et de situer l'introduction d'Engels en...conclusion d'un **bref parcours chronologique** à la recherche des occurrences du concept de **force de travail** dans l'œuvre de Marx et d'Engels, sachant que cette recherche devra tenir compte d'une double situation, selon que le terme est présent, mais dans une acception différente de celle que lui donnera le concept proprement dit, ou, inversement, que le terme est absent, bien que le concept qui lui est associé soit déjà actif sous une autre formulation dans le développement en cours.

Mais au préalable, et afin **d'éclairer ce parcours**, un mot sur l'**enjeu** de cette apparente question de vocabulaire.

Le concept de « force de travail » est une pièce maîtresse dans l'explication que Marx apporte, avec son analyse de la **plus-value**¹, du **mécanisme de l'exploitation**² en régime capitaliste. La nuance d'**énergie**³ qui est contenue dans l'expression permet de faire la distinction entre **deux aspects** du travail dans la relation salariale: le « travail » en tant que marchandise **déjà** produite⁴, celle que le travailleur *libre* met en vente et que le patron achète comme toute autre marchandise (elle entre dans ses calculs au titre de ses coûts de production) et d'autre part, le « travail » en tant qu'il contient une force **en puissance** et donc en tant qu'**activité** de production.

L'un des principaux apports de Marx consistera à démontrer que **tout se joue dans le cycle de la production**.

Sur le marché « du travail », le patron achète d'abord la marchandise « force de travail » et la paie à sa *valeur* pour en disposer à son gré pendant une certaine période (Marx rejette la théorie du *vol* que l'on trouve chez Proudhon) ; c'est ensuite, au cours de la phase de production que se produit ce que Marx appelle le « grand secret de la société moderne⁵ », à savoir l'extorsion d'un **surtravail** : elle s'accomplit au cours de la fraction de la journée au-delà de laquelle l'ouvrier, qui a déjà produit pour l'équivalent de son salaire, travaille **gratuitement** pour le patron. Aucune sorte de sonnerie ne signale évidemment ce moment précis où le travailleur cesse de travailler pour l'équivalent de son salaire et commence à travailler « pour rien » : c'est *sous l'apparence* d'un échange à parts égales entre salaire et force de travail de l'ouvrier que s'accomplit au contraire la production de la plus-value et son accaparement par le patron.

¹ Ou **survaleur** comme on tend à traduire le concept pour insister sur la nouveauté conceptuelle de la notion en rapport avec la découverte par Marx de la réalité du **surtravail**.

² Dans *Le Capital*, le chapitre VI, deuxième section, consacré à l'« Achat et vente de la force de travail » précède immédiatement le début de la troisième section tout entière consacrée à l'étude de « La production de la plus-value absolue ».

³ Souvent l'expression s'accompagne de la qualification de force de travail *vivante* pour insister sur son opérativité

⁴ Produite, elle l'est par tout ce qui participe à la bonne santé physique, intellectuelle et psychologique du travailleur.

⁵ *Le Capital*, édition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969, page 136

Le **critère** le plus sûr qui atteste le concept de « force de travail » est donc l'association de cette précise expression avec la notion de salaire et leur emploi conjugué dans l'analyse du mécanisme de production de la plus-value.

Cela dit, entreprenons notre rapide enquête.

1. On ne s'étonnera pas de trouver les premiers emplois du terme « Arbeitskraft ¹ » sous la plume d'Engels qui le mobilise à plusieurs reprises dans le texte important qu'il publie en **1844** dans l'unique numéro des *Annales franco-allemandes* sous le titre de **Esquisse d'une critique d'économie politique**². On y rencontre plusieurs occurrences de la notion de « force de travail » entendue au sens général de force productive associée à la population, comme dans cette observation : « Le capital s'accroît journellement, la force de travail augmente avec la population et la science soumet de plus en plus aux hommes les forces de la nature³ ».
2. On ne rencontre dans les *Manuscrits parisiens* de **1844** qu'une seule occurrence de l'expression « force de travail ». Elle se trouve à la fin du premier manuscrit consacré au salaire mais elle apparaît dans une citation du livre de Wilhem Schulz en 1843, « Die Bewegung der Produktion » (*Le Mouvement de la Production*) et dans un contexte, chez cet auteur, qui n'est pas associé au salaire mais plutôt aux forces productives en général. (Editions sociales, Paris 1969, page 13)
3. Engels mobilise la notion dans le premier de ses deux **discours** prononcés à **Elberfeld**, le 8 février **1845**⁴. Il se livre dans ce discours à une critique des fléaux engendrés par le capitalisme et en particulier par le scandaleux gaspillage de forces de travail qu'il occasionne. Le contexte donne au terme la signification générale de « force productive » au sens particulier de *main-d'œuvre*.
4. Une recherche dans *La sainte Famille* de **1845** ne permet de trouver qu'une occurrence de l'expression (Editions sociales, Paris 1972, page 65), mais elle se rapporte, cette fois, au **concept proudhonien** de « force de travail *collective* ». Proudhon mobilise cette notion pour expliquer comment le capitaliste tire son profit en s'emparant du surplus de valeur qui est issu de la coopération des ouvriers dans la réalisation d'un travail commun. La valeur produite en commun surpasse la valeur payée dans le salaire individuel de chacun des ouvriers. Proudhon nomme « erreur de compte » ce tour de passe-passe par lequel le patron, au nom de l'équité de rétribution de chacun, empoche le surplus que génère le caractère collectif de l'action. Marx s'intéresse moins ici à l'explication fournie par Proudhon qu'aux commentaires de Bauer dont il critique l'inconsistance idéaliste.
5. L'objet même de *L'Idéologie allemande*, en **1846**, explique qu'on n'y rencontre le terme qu'une seule fois, au tout début du chapitre intitulé « Feuerbach », où il est question des relations d'esclavage au sein de la famille. Il s'agit du reste d'un usage reporté : Marx et Engels rappellent « la définition des économistes modernes d'après laquelle (l'esclavage) est la libre disposition de la force de travail d'autrui » (Editions sociales, Paris 1968, page 61).
6. Qu'en est-il dans *Philosophie de la misère, en 1847* ? Comme le signale Engels à la fin de son introduction de 1884⁵, le concept de « force de travail » ne trouve pas vrai-

¹ Nous le mentionnons en allemand pour deux raisons : la première est qu'une recherche électronique est facilitée par le fait qu'il s'agit, dans cette langue, d'un seul vocable ; la seconde est qu'il est préférable d'accomplir les vérifications en référence à l'original allemand pour éviter les possibles erreurs liées aux choix terminologiques des traducteurs.

² « Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie », paru dans une édition bilingue chez Aubier, collection « Connaissance de Marx », Paris 1974.

³ Op.cit., page 85

⁴ Les éditions Edi (29, rue Descartes, 7505, Paris) ont publié en 1975 une édition bilingue du deuxième discours d'Elberfeld. Le premier discours n'est accessible qu'en langue allemande ou en anglais sur les sites qui offrent une collection électronique des écrits de Marx et d'Engels, à savoir www.mlwerke.de, pour les textes allemands, et www.marxists.org, pour les textes anglais.

⁵ Engels écrit : « Il est à peine nécessaire de faire remarquer que dans cet ouvrage la langue ne coïncide pas avec celle du capital. Il y est encore parlé du travail comme marchandise, d'achat et de vente de travail au lieu de force de travail » (Editions Sociales, Paris 1977, page 39)

ment sa place dans le volume (l'idée de *force* désigne en priorité les *forces productives*). La notion n'en est toutefois pas absente. On découvre en effet **au moins une occurrence** où la proximité des termes « travail » et « force de travail » laisse entrevoir que dans l'esprit de Marx, ils se trouvent pris dans une relation de quasi synonymie. Voici le passage concerné: « Le travail, la force du travail, en tant qu'il se vend et s'achète, est une marchandise comme toute autre marchandise, et a, par conséquent, une valeur d'échange. Mais la valeur du travail, ou le travail, en tant que marchandise, produit tout aussi peu que la valeur du blé, ou le blé, en tant que marchandise, sert de nourriture¹. »

7. La première édition de **1849** de *Travail salarié et Capital*, qui est à l'origine une conférence prononcée par Marx en décembre 1847 devant l'Association culturelle allemande de Bruxelles, ne comporte pas la notion de « force de travail ». On sait qu'Engels s'autorisera de cette absence pour fournir dans sa réédition de 1891 une version dans laquelle il substitue systématiquement « force de travail » au simple vocable « travail ». Il ne reste pas moins que si le terme, à l'exception d'une occurrence, est absent du manuscrit de 1847, la notion qui lui est associée pointe à la fois dans l'emploi de formulations dérivées comme « cette noble force de production » ou de « force créatrice » ainsi que dans l'emploi de l'expression « capacité de travail » (« Arbeitsfähigkeit » en allemand), ce qui montre, comme la notion de « travail vivant » récurrente dans le texte, que le *travail* était loin d'être pensé par Marx comme une marchandise inerte.
8. En août-septembre **1857**, Marx entreprend la rédaction de *L'Introduction générale à la Critique de l'Economie politique* (*Zur Kritik der politischen Ökonomie*), des pages qu'il se dispense de faire paraître au motif qu'elles anticipent sur des résultats qu'il lui faut d'abord démontrer². Dans la première partie de cet écrit assez court, Marx analyse en termes très hégéliens, les rapports d'interdépendance entre les sphères de la production, de la distribution et de la consommation au sein de la « totalité organique » de la vie sociale. La grande généralité du propos ne se prête pas à la mise en place d'un concept aussi précis que celui de *force de travail*, dont on ne trouve qu'une présence très allusive dans cette remarque où Marx, parlant de la rente et du salaire, écrit : « la rente foncière (...) suppose la grande propriété foncière (...) comme agent de production, et non simplement la terre, pas plus que le salaire ne suppose le travail tout court³ ». La seconde partie de ce texte est un chapitre très important intitulé « La méthode de l'économie politique ». Il n'entre pas davantage dans le détail du champ conceptuel que nous examinons.
9. A partir de **1857-1858**, Marx rédige les manuscrits qui seront publiés en 1939/1941 sous le nom de *Grundrisse*. On y trouve mis en place la plupart des concepts qui sont à la base des futures analyses du *Capital*, dont celui de plus-value. Sous l'angle du vocabulaire, le concept de « force de travail » est cette fois bien nommé dans sa formulation définitive en relation de synonymie avec la notion le plus fréquemment mobilisée de « capacités de travail » (« Arbeitsvermögen », en allemand)⁴.
10. En juin **1859**, paraît *Contribution à la Critique de l'Economie politique* (*Zur Kritik der politischen Ökonomie*). La préface sera datée de janvier 1859 (Londres). L'ouvrage ne contient pas de développement particulier sur la force de travail. Le premier chapitre est tout entier consacré à l'analyse de la marchandise sous des deux déterminations de valeur d'usage et de valeur d'échange. Le second chapitre est consacré à la « monnaie ou à la circulation simple ». L'ensemble se termine sur une note qui annonce : « Nous étudierons la transformation de l'argent en capital dans le troisième chapitre, qui traite du capital et termine cette première section ». On sait qu'il faudra attendre la publica-

¹ Marx, op.cit., page 68

² Marx mentionne l'existence de ce manuscrit dans sa préface de 1859 à sa *Contribution à la Critique de l'Economie politique*.

³ Marx, *Manuscrits de 1857-1858* (« *Grundrisse* »), Editions sociales, tome 1, Paris 1980, page 29.

⁴ On ne trouve pas moins des formulations plutôt anciennes. Ainsi lorsque Marx écrit, dans un style proche des manuscrits de 1844, reprenant le concept feuerbachien d'aliénation : « Ce que le travailleur échange contre le capital, c'est son travail lui-même (dans l'échange, c'est la faculté d'en disposer) ; il *l'aliène*. Ce qu'il reçoit comme prix, c'est la valeur de cette aliénation » (*Grundrisse*, Editions Sociales, 1980, tome 1, page 261).

tion du livre I du Capital pour lire cette analyse. L'un des principaux apports de l'ouvrage réside dans la mise en place du concept de *travail abstrait*¹.

11. Les deux premiers cahiers des **manuscrits de 1861-1863**, intitulés « Transformation de l'argent en capital », sont consacrés à l'analyse de ce qui advient dans l'échange entre, d'une part, le capital et d'autre part, la force de travail de l'ouvrier, laquelle possède la propriété de produire de la plus-value. Le terme ici le plus fréquemment utilisé est celui de « puissance de travail » en relation avec le couple « travail objectivé » ou « travail mort » et « travail vivant »².
12. C'est en **1865**, dans ***Salaire, prix et profit***, que Marx revient le plus explicitement sur le sujet. Au chapitre 7 intitulé « La force de travail », il précise avec une grande netteté : « Ce que l'ouvrier vend, ce n'est pas directement, son *travail*, mais sa *force de travail* dont il cède au capitaliste la disposition momentanée³ ». Ce développement précède immédiatement le chapitre VII consacré à la production de la plus-value.
13. C'est au chapitre VI du **Capital**, en **1867**, intitulé « Achat et vente de la force de travail » que l'on retrouve l'analyse de ce qui est en jeu dans l'échange entre le capital et la spéciale marchandise que lui vend pour un salaire le travailleur « libre ». Associant les deux notions de « force de travail » et de « puissance de travail » depuis longtemps synonymes chez lui, Marx écrit : « Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait réaliser du travail et par conséquent, créer de la valeur. Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique, elle s'appelle puissance de travail ou force de travail.⁴ »
14. En mai **1875**, dans ses ***Gloses marginales du programme du parti ouvrier allemand***, autrement dit dans sa ***Critique du programme de Gotha***, Marx se livre sur le *dos de Lassalle* à une sorte d'autocritique de ses premières conceptions théoriques sur la question du salaire. Il y dénonce avec virulence la prétendue « loi d'airain des salaires » que Lassalle présentait comme une contrainte organique du système capitaliste. La « vue scientifique » dont il parle dans l'extrait suivant résulte bien de la substitution du concept de *force de travail* à la catégorie générale de *travail* : « Depuis la mort de Lassalle, notre Parti s'est ouvert à cette vue scientifique selon laquelle le salaire du travail n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la valeur (ou le prix) du travail, mais seulement une forme déguisée de la valeur (ou du prix) de la force de travail. Ainsi, une fois pour toutes, était mise, au rebut, la vieille conception bourgeoise du salaire en même temps que toute la critique dirigée jusqu'ici contre elle, et il était clairement établi que l'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, autrement dit à exister, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes (et par suite pour ceux qui, avec ces derniers, vivent de la plus-value); que tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la

¹ Qu'on ne se trompe pas sur cette notion de « travail abstrait ». Il s'agit d'une activité bien réelle. Elle est dite *abstraite* pour la différencier de l'activité singulière de tel ouvrier particulier. Ce que vise le concept est une *moyenne*, compte tenu d'un certain état des forces productives. La catégorie de « travail général abstrait » sert de fil conducteur à la rétrospective à laquelle se livre Marx au chapitre II B, intitulé « Considérations historiques sur l'analyse de la marchandise » de la *Contribution à la Critique de l'Économie politique*. Marx livre dans ces pages (pp. 29-38 de l'édition de 1977 aux Éditions sociales) un bref historique des théories qui se sont attelées à comprendre la détermination de la valeur et qui, de William Petty, au 17^e siècle, à David Ricardo, au 19^e siècle, ont désigné le facteur du travail sans toutefois atteindre le fondement du phénomène. Le chapitre s'achève sur quatre importantes remarques relatives à la théorie de David Ricardo en la matière, et notamment sur « le point aveugle » qui subsiste chez ce dernier dans la détermination de la valeur du travail par... le travail lui-même. Marx écrit : « La réponse est donnée par la théorie du travail salarié » (page 38). Il est vrai qu'elle est donnée, pour l'essentiel, à partir de *Travail salarié et capital*.

² Page 17-172 de l'édition des *Manuscrits de 1861-1863 (Cahiers I à V)*, Editions Sociales, Paris 1979

³ *Salaire, prix et profit*, Editions Sociales/Messidor, collection L'essentiel, Paris 1985, page 135

⁴ *Le Capital*, Editions Garnier Flammarion, Paris 1969, page 130.

journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc.; que le système du travail salarié est, par conséquent, un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette vue pénètre de plus en plus notre Parti, on revient aux dogmes de Lassalle, alors qu'on devrait savoir que Lassalle ignorait ce qu'est le salaire et qu'il prenait, à la suite des économistes bourgeois, l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivaient au programme de la révolte : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain maximum peu élevé¹ ! »

Or Lassalle meurt en 1864. Et c'est en 1865, que Marx modifie **dans un écrit public** ses conceptions sur la théorie des salaires. Lui-même n'était arrivé donc à cette « vue scientifique » que depuis peu de temps, en vérité, nous l'avons vu, depuis 1857-1858.

*
* *

La préface d'Engels d'avril 1891 à *Travail salarié et Capital*

Le texte d'Engels comporte des remarques importantes sur d'autres aspects des apports de Marx en économie politique. Nous veillerons toutefois à les écarter pour centrer notre attention sur la seule différence entre travail et force de travail. Ce qui est en jeu, en effet, rappelons-le, est **une invention théorique majeure de Marx** : la compréhension du mécanisme de production de la **plus-value**.

*
*
* *

Après avoir souligné le caractère particulier de l'édition qu'il préface,

Jusqu'ici, ces éditions suivaient exactement le texte littéral de l'original. Mais la présente réimpression ne doit pas être répandue à moins de 10.000 exemplaires comme brochure de propagande, et, de ce fait, je ne pouvais manquer de me demander si, dans ces conditions, Marx lui-même aurait autorisé une reproduction sans changement du texte littéral?

Engels précise d'emblée le problème qu'il a entrepris de résoudre et qui relève d'une sorte **d'anachronisme théorique** :

Vers 1850, Marx n'avait pas encore mis le point final à sa critique de l'économie politique. Il ne le fit qu'à la fin des dix années suivantes. Aussi, ses écrits parus antérieurement au premier fascicule de *Contribution à la Critique de l'économie politique*

¹ *Critique du Programme de Gotha*, Editions du progrès, Moscou, 1987, page 21

(1859), diffèrent-ils sur certains points de ceux qu'il écrivit à partir de 1859. Ils renferment des expressions et des phrases entières qui, par rapport aux ouvrages postérieurs, apparaissent malheureuses et même inexactes.

(...)

Mes modifications tournent toutes autour d'un *seul* point. D'après l'original, c'est son *travail* que l'ouvrier vend au capitaliste pour le salaire; d'après le texte actuel, il vend sa *force de travail*. Il faut que je m'explique sur ce changement. Je dois le faire à l'égard des ouvriers, afin qu'ils voient qu'il ne s'agit pas d'une simple querelle de mots, mais, au contraire, d'un des points les plus importants de toute l'économie politique. Je dois le faire à l'égard des bourgeois, afin qu'ils puissent se convaincre que les ouvriers sans instruction auxquels on peut facilement faire comprendre les développements économiques les plus difficiles sont infiniment supérieurs à nos gens « cultivés » et arrogants pour lesquels des questions aussi complexes restent des énigmes leur vie durant.

La détermination de la valeur d'une marchandise par le temps de travail qu'elle incorpore est, rappelle-t-il, un acquis de l'économie politique classique.

L'économie politique classique emprunte à la pratique industrielle cette idée courante chez le fabricant qu'il achète et qu'il paie le *travail* de ses ouvriers. Cette idée avait été parfaitement suffisante pour les besoins commerciaux, la comptabilité et le calcul des prix du fabricant. Transférée en toute naïveté dans l'économie politique, elle y causa un trouble et un désarroi extraordinaires.

L'économie se trouve en présence de ce fait que les prix de toutes les marchandises, et entre autres aussi le prix de la marchandise qu'elle appelle «travail», varient continuellement; ils montent et baissent par suite de circonstances très variées qui, fréquemment, sont sans aucun rapport avec la production de la marchandise elle-même, de sorte que les prix semblent en règle générale déterminés par le pur hasard. Or, dès que l'économie se présenta comme une science, une de ses premières tâches fut de chercher la loi qui se cachait derrière ce hasard déterminant apparemment les prix des marchandises et qui, en réalité, dominait ce hasard même. C'est dans les limites de ces prix de marchandises en perpétuelles fluctuations, oscillant entre la hausse et la baisse, qu'elle chercha le centre fixe autour duquel s'accomplissent ces fluctuations et ces oscillations. En un mot, elle partit des prix des marchandises pour rechercher, comme la loi qui les réglait, la *valeur* des marchandises, laquelle explique toutes les fluctuations de prix et à laquelle il faut en définitive les ramener toutes.

Or, selon l'économie classique, la valeur d'une marchandise serait déterminée par le travail incorporé en elle, nécessaire à sa production; et elle se contenta de cette explication.

(...)

Elle ne bute pas moins sur un obstacle majeur qui tient dans le caractère circulaire, tautologique d'une définition de la valeur du travail elle-même déterminée par...le travail qui s'y trouve incorporé :

Mais dès que les économistes appliquèrent cette détermination de la valeur par le travail à la marchandise « travail », ils allèrent de contradiction en contradiction. Comment est déterminée

la valeur du « travail » ? Par le travail nécessaire qui y est incorporé. Combien de travail y a-t-il dans le travail d'un ouvrier en une journée, une semaine, un mois, une année ? Le travail d'une journée, d'une semaine, d'un mois, d'une année. Si le travail est la mesure de toutes les valeurs, nous ne pouvons exprimer qu'en travail la « valeur du travail ». Mais nous ne savons absolument rien au sujet de la valeur d'une heure de travail lorsque nous savons seulement qu'elle est égale à une heure de travail. Cela ne nous a donc pas rapproché du but de l'épaisseur d'un cheveu, nous ne faisons que tourner continuellement en rond.

Pour sortir de cette difficulté, l'économie politique s'approche de la solution en envisageant la valeur-travail de **l'ouvrier lui-même**.

Aussi, l'économie classique essaya-t-elle d'employer une autre tournure; elle dit: la valeur d'une marchandise est égale à ses frais de production. Mais quels sont les frais de production du travail ? Pour répondre à cette question, les économistes sont obligés de faire quelque entorse à la logique. À défaut des frais de production du travail lui-même qui ne peuvent malheureusement pas être établis, ils recherchent alors quels sont les frais de production de *l'ouvrier*. Et ceux-ci peuvent être établis. Ils varient suivant le moment et les circonstances, mais pour des conditions sociales données, pour une localité donnée, pour une branche de production donnée, ils sont également donnés, du moins dans certaines limites assez étroites. Nous vivons aujourd'hui sous le règne de la production capitaliste où une classe importante et toujours plus nombreuse de la population ne peut vivre que si elle travaille contre salaire pour les possesseurs des moyens de production : outils, machines, matières premières et moyens de subsistance. Sur la base de ce mode de production, les frais de production de l'ouvrier consistent dans la somme de moyens de subsistance — ou de leurs prix en argent — qui sont en moyenne nécessaires pour lui fournir sa capacité de travail, pour entretenir celle-ci, pour le remplacer par un nouvel ouvrier lorsque la maladie, l'âge ou la mort l'éloigne de la production, c'est-à-dire pour permettre à la classe ouvrière de se perpétuer et de conserver l'effectif dont on a besoin.

Elle s'approche de la solution tout en masquant le problème car la véritable réponse réside dans la différence entre **deux aspects du travail** selon qu'il s'agit d'un travail **déjà accompli** et incorporé dans une marchandise (celle-ci fût-elle le savoir-faire ou le pouvoir-faire d'un homme) ou d'un travail comme **capacité d'accomplissement futur**, comme activité disponible. D'un côté, on a un résultat. De l'autre, on entrevoit une possible action. C'est pour faire comprendre cette distinction entre travail passé et travail à venir qu'Engels met en place un exemple chiffré de ce qui se passe dans la relation entre le salaire que l'ouvrier reçoit et le profit que retire le patron au cours d'une journée de travail :

Supposons que le prix en argent de ces moyens de subsistance soit en moyenne de trois marks par jour.

Notre ouvrier reçoit donc du capitaliste qui l'occupe un salaire de trois marks par jour. Pour cela, le capitaliste le fait travailler, disons, douze heures par jour. À la vérité, ce capitaliste calcule à peu près de la façon suivante:

Supposons que notre ouvrier — un ajusteur — ait à usiner une pièce de machine qu'il termine en une journée. La matière première — le fer et le laiton dans la forme déjà apprêtée nécessai-

re — coûte 20 marks. La consommation de la machine à vapeur, l'usure de cette même machine à vapeur, du tour et des autres outils avec lesquels l'ouvrier travaille représentent, calculées pour une journée et pour sa quote-part, la valeur d'un mark. Nous avons supposé que le salaire est de 3 marks pour une journée. Cela fait au total pour notre pièce de machine 24 marks. Mais le capitaliste tire de ses calculs qu'il reçoit de ses clients un prix moyen de 27 marks, c'est-à-dire 3 marks de plus que les frais qu'il a engagés.

D'où viennent ces 3 marks qu'empêche le capitaliste? L'économie classique prétend que les marchandises sont vendues en moyenne à leur valeur, c'est-à-dire à des prix qui correspondent aux quantités de travail nécessaires contenues dans ces marchandises. Le prix moyen de notre pièce de machine — 27 marks — serait donc égal à sa valeur, égal au travail qui y est incorporé. Mais de ces 27 marks, 21 marks étaient déjà des valeurs qui existaient avant que notre ajusteur se fût mis au travail. 20 marks étaient incorporés dans la matière première, un mark dans le charbon brûlé pendant le travail ou dans les machines et outils utilisés à cet effet et dont la capacité de production a été réduite jusqu'à concurrence de cette somme. Restent 6 marks qui ont été ajoutés à la valeur de la matière première. Mais ces 6 marks, comme l'admettent nos économistes eux-mêmes, ne peuvent provenir que du travail ajouté à la matière première par notre ouvrier. Ses douze heures de travail ont donc créé une nouvelle valeur de 6 marks. De cette façon, nous aurions donc enfin découvert ce qu'est la «valeur du travail».

« — Halte-là ! s'écrie notre ajusteur. Six marks ? Mais je n'ai touché que trois marks ! Mon capitaliste jure ses grands dieux que la valeur de mes douze heures de travail n'est que de trois marks et lorsque j'en exige six, il se moque de moi. À quoi rime cela ? »

Le but est de faire apparaître la réalité du **surtravail**, à savoir du **travail gratuit** qui est à la source de la plus-value :

Si, auparavant, nous aboutissions avec notre valeur du travail à un cercle ou à une impasse, nous voilà maintenant tout à fait fourvoyés dans une contradiction insoluble. Nous avons cherché la valeur du travail et nous avons trouvé plus qu'il nous fallait. Pour l'ouvrier, la valeur des douze heures de travail est de trois marks, pour le capitaliste, elle est de six marks, dont il paie à l'ouvrier trois marks comme salaire et dont il empêche lui-même les trois autres. Le travail aurait donc non pas une, mais deux valeurs, et très différentes par-dessus le marché.

La contradiction devient encore plus absurde dès que nous ramenons les valeurs exprimées en argent à du temps de travail. Dans les douze heures de travail, il est créé une nouvelle valeur de six marks, c'est-à-dire en six heures, de trois marks, somme reçue par l'ouvrier pour un travail de douze heures. Pour un travail de douze heures, l'ouvrier reçoit l'équivalent du produit de six heures de travail. Donc, ou bien le travail a deux valeurs dont l'une est le double de l'autre, ou bien douze égalent six ! Dans les deux cas on aboutit à un pur non-sens.

Quoique nous fassions, nous ne sortirons jamais de cette contradiction tant que nous parlerons de l'achat et de la vente du travail et de la valeur du travail. C'est ce qui est arrivé également à nos économistes. Le dernier rameau de l'économie classique, l'école de Ricardo, a sombré en grande partie à cause de l'impossibilité où elle était de résoudre cette contradiction. L'écono-

mie classique s'était fourvoyée dans une impasse. L'homme qui trouva la voie pour en sortir fut Marx.

La notion indispensable pour aboutir à cette découverte est précisément le concept de « **force de travail** » :

Ce que les économistes avaient considéré comme les frais de production du « travail » étaient les frais de production non du travail, mais de l'ouvrier vivant lui-même. Et ce que l'ouvrier vendait au capitaliste n'était pas son travail. « Dès que son travail existe, dit Marx, il cesse de lui appartenir et ne peut plus désormais être vendu par lui. » Il pourrait donc, tout au plus, vendre son travail *futur*, c'est-à-dire prendre l'engagement d'accomplir un travail déterminé à un moment déterminé. Mais alors il ne vend pas du travail (qu'il faudrait d'abord effectuer), mais il met à la disposition du capitaliste pour un temps déterminé (dans le salaire journalier) ou aux fins d'un rendement déterminé (dans le salaire aux pièces) sa force de travail contre un paiement déterminé; il loue ou vend sa *force de travail*. Mais cette force de travail est intimement liée à sa personne et en est inséparable. Les frais de production de celle-ci coïncident par conséquent avec ses frais de production à lui. Ce que les économistes appelaient les frais de production du travail sont précisément ceux de l'ouvrier et, par suite, ceux de la force de travail. Et ainsi nous pouvons remonter aussi des frais de production de la force de travail à la *valeur* de la force de travail, et déterminer la quantité de travail socialement nécessaire pour la production d'une force de travail de qualité déterminée, ainsi que l'a fait Marx dans le chapitre de l'achat et de la vente de la force de travail. (*Capital*, Livre I, Chapitre 6.)

Mais qu'arrive-t-il après que l'ouvrier a vendu sa force de travail au capitaliste, c'est-à-dire l'a mise à sa disposition contre un salaire convenu à l'avance, salaire journalier ou salaire aux pièces ? Le capitaliste conduit l'ouvrier dans son atelier ou son usine où se trouvent déjà tous les objets nécessaires pour son travail, matières premières, matières auxiliaires (charbon, colorants, etc.), outils, machines. Là, l'ouvrier se met à trimer. Son salaire journalier est, comme nous l'avons supposé plus haut, de trois marks, qu'il les gagne à la journée ou aux pièces, peu importe. Nous supposons également ici que l'ouvrier, en douze heures de son travail, incorpore aux matières premières utilisées une nouvelle valeur de six marks, laquelle nouvelle valeur est réalisée par le capitaliste au moyen de la vente de la pièce une fois finie. Il paie avec cela ses trois marks à l'ouvrier, mais il conserve pour lui les trois autres marks. Or, si l'ouvrier crée en douze heures une valeur de six marks, en six heures il en crée une de trois marks. Il a donc déjà donné au capitaliste l'équivalent des trois marks touchés sous forme de salaire, lorsqu'il a travaillé six heures pour lui. Après six heures de travail, tous deux sont donc quittes, ils ne se doivent pas un centime l'un à l'autre.

« — Halte-là! s'écrie maintenant le capitaliste. J'ai loué l'ouvrier pour une journée entière, pour douze heures. Or, six heures ne sont qu'une demi-journée. Donc, trimez ferme jusqu'à ce que soient terminées également les six autres heures, c'est seulement alors que nous serons quittes!» Et l'ouvrier doit se soumettre en effet à son contrat accepté «volontairement», d'après lequel il s'engage à travailler douze heures entières pour un produit qui coûte six heures de travail.

(...)

La difficulté contre laquelle échouaient les meilleurs économistes tant qu'ils parlaient de la valeur du « travail » disparaît dès que nous partons de la valeur de la « *force de travail* » et non de celle du «travail». La force de travail est, dans notre société capita-

liste actuelle, une marchandise comme toutes les autres, mais néanmoins une marchandise tout à fait spéciale. En effet, elle a la propriété particulière d'être une force qui crée de la valeur, une source de valeur et, notamment, par un traitement approprié, une source de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même.

Dans le bref paragraphe suivant, Engels ne résiste pas à outrepasser la stricte visée pédagogique de sa préface : ce qui est, en effet, évoqué ici entre dans le détail du mécanisme de la plus-value dite relative, une analyse que ne permet pas le dispositif conceptuel de *Travail salarié et capital* en 1847.

Dans l'état actuel de la production, la force de travail humaine ne produit pas seulement en une journée une valeur plus grande que celle qu'elle possède et qu'elle coûte elle-même, mais à chaque nouvelle découverte scientifique, à chaque nouvelle invention technique cet excédent de sa production quotidienne s'accroît au-delà de ses frais journaliers, et, par conséquent, la partie de la journée de travail dans laquelle l'ouvrier tire de son travail l'équivalent de son salaire quotidien diminue, alors qu'augmente la partie de la journée de travail pendant laquelle il est obligé d'offrir son travail au capitaliste sans être payé pour cela.

La fin du texte s'accorde avec la visée « propagandiste » de la publication. Engels formule la logique historique qui est à l'œuvre et qui appelle à un dépassement du capitalisme vers une société dont il met en valeur deux traits dominants : la rationalité démocratique de ses choix et la puissance de ses capacités productives comme autant de conditions de l'exercice collectif et individuel du bonheur.

Telle est la constitution économique de toute notre société actuelle: c'est la classe laborieuse seule qui produit toutes les valeurs. Car le mot valeur n'est qu'une autre expression pour le mot travail, expression par laquelle on désigne dans notre société capitaliste actuelle la quantité de travail socialement nécessaire, incorporée dans une marchandise déterminée. Mais ces valeurs produites par les ouvriers n'appartiennent pas aux ouvriers. Elles appartiennent aux possesseurs des matières premières, des machines et instruments et des avances d'argent qui leur permettent d'acheter la force de travail de la classe ouvrière. De toute la masse de produits créés par la classe ouvrière, il ne lui revient donc qu'une partie. Et, ainsi que nous venons de le voir, l'autre partie que la classe capitaliste conserve pour elle et qu'il lui faut tout au plus partager encore avec la classe des propriétaires fonciers, devient, à chaque découverte et invention nouvelles, de plus en plus grande, alors que la partie revenant à la classe ouvrière (calculée par tête) ou bien ne s'accroît que très lentement et de façon insignifiante, ou bien reste stationnaire, ou bien encore, dans certaines circonstances, diminue.

Mais ces découvertes et inventions qui s'évincent réciproquement avec une rapidité de plus en plus grande, ce rendement du travail humain qui s'accroît chaque jour dans des proportions inouïes, finissent par créer un conflit dans lequel l'économie capitaliste actuelle ne peut que sombrer. D'un côté, des richesses incommensurables et une pléthore de richesses dont les acheteurs ne savent que faire. De l'autre, la grande masse de la société prolétarisée, ses membres transformés en salariés, et par là-même incapables d'acquiescer ces excédents de richesses. La séparation de la société entre une mince couche immensément riche et une vaste classe de salariés ne possédant rien, fait que cette société s'asphyxie elle-même dans sa propre richesse alors que la grande majorité de ses membres sont peu ou pas du tout protégés de la misère. Cette situation est chaque jour plus ab-

surde et moins nécessaire. On *peut* et on *doit* en finir avec elle. Un ordre social nouveau est possible, au sein duquel les différences de classe d'aujourd'hui auront disparu et où – peut-être après une courte période de transition, peut-être difficile sous bien des aspects, mais en tout cas moralement fort utile – on disposera des moyens de vivre, de profiter de la vie, d'exercer ses facultés physiques et intellectuelles, grâce à l'usage harmonieux et au développement ultérieur des immenses forces productives de la société qui existent déjà, avec l'obligation pour tous de travailler également. Que les ouvriers sont de plus en plus résolus à conquérir par la lutte ce nouvel ordre social, cela sera prouvé, des deux cotés de l'océan, demain, 1^o mai et dimanche 3 mai.

F. Engels
Londres, le 30 avril 1891.

Avertissement

Les analyses de Marx en économie politique présentent un **double caractère**.

Ce sont, d'une part, des analyses **théoriques**, en ce sens qu'elles visent à construire des **concepts** orientés vers la compréhension des fondamentaux du système capitaliste, de sa logique, de ses tendances organiques et *en ce sens*, elles gardent leur pertinence au-delà des réalités historiques qui s'échelonnent dans l'évolution du capitalisme jusqu'à nos jours.

Ce sont, d'autre part, des analyses **historiques**, en ce sens qu'elles visent à rendre compte de situations précisément localisées et datées et *en ce sens*, elles gagnent à être rapportées aux conditions particulières qui déterminent les réalités sociales et politiques mises sous la loupe par Marx.

Il en résulte que la présentation des écrits de Marx dans ce domaine devrait avoir le souci d'indiquer pour aujourd'hui aussi bien les transformations de certains aspects du capitalisme dans son histoire propre (qui est aussi celle de la lutte des classes) que les apports des théoriciens marxistes de l'époque contemporaine.

Nous nous garderons cependant de nous engager résolument dans cette voie, d'abord par prudence devant la difficulté de la tâche, ensuite par respect de la **cohérence de notre projet** dont la première utilité, pensons-nous, est d'offrir une présentation aussi commode, aussi claire, aussi précise que possible des écrits de Marx et d'Engels **tels qu'à mesure ils ont été rédigés**.

3. Lecture commentée

Un mot d'abord sur l'organisation générale du texte, sur sa découpe en chapitres.

Les éditions « classiques » le présentent avec une division en deux parties très inégales : un premier chapitre très court, un second chapitre très long. Aucun intitulé intermédiaire.

L'édition Messidor/Editions sociales a choisi par contre de respecter les cinq découpes accomplies par les parutions échelonnées du texte dans la *Neue Rheinische Zeitung*¹ en avril 1849. C'est aussi l'option éditoriale de Maximilien Rubel dans son édition de La Pléiade, volume I. L'avantage évident de cette représentation est de soutenir avec plus de clarté les articulations d'une démonstration qui ne manque pas de densité.

Le principe même de notre anthologie (un choix d'extraits) et notre souci d'offrir une exposition pédagogique conduisent vers une autre présentation : on suivra l'enchaînement des questions/réponses sur lequel Marx règle la progression de son écrit. Nos intertitres seront donc de deux sortes : soit ils reproduiront les questions elles-mêmes que Marx formule au cours de son exposé et que nous signalerons par l'italique et les guillemets, soit ils reprendront les énoncés qui nous semblent les plus représentatifs du contenu théorique du développement concerné.

Sauf indication expresse par le symbole approprié (...), les extraits se suivent en séquence continue.

*
* *

Après avoir rappelé le contexte politique de la parution de son étude, à savoir le cours des événements révolutionnaires de 1848 en Europe,

(...)

Les combats de juin à Paris, la chute de Vienne, la tragi-comédie de Berlin en novembre 1848, les efforts désespérés de la Pologne, de l'Italie et de la Hongrie, l'épuisement de l'Irlande par la famine, tels furent les moments principaux où se concentra en Europe la lutte de classes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière

(...)

Marx annonce l'objet de son exposé :

Maintenant que nos lecteurs ont vu se développer la lutte des classes en l'année 1848 sous des formes politiques colossales, il est temps d'approfondir les rapports économiques eux-mêmes sur lesquels se fondent l'existence de la bourgeoisie et sa domination de classe, ainsi que l'esclavage des ouvriers.

Et il en précise le plan d'ensemble :

Nous exposerons en trois grands chapitres: 1. les rapports entre le travail salarié et le capital, l'esclavage de l'ouvrier, la domination du capitaliste; 2. la disparition inévitable des classes moyennes bourgeoises et de ce qu'il est convenu d'appeler la paysannerie sous le régime actuel; 3. l'assujettissement commercial et l'exploitation des classes bourgeoises des diverses nations de l'Europe par le despote du marché mondial, l'Angleterre.

ainsi que la perspective pédagogique qu'il se donne :

¹ Autrement dit *La nouvelle gazette Rhénane*, « nouvelle » en référence avec le journal libéral dont Marx a été le rédacteur en chef en 1843.

Nous chercherons à faire un exposé aussi simple et populaire que possible, et sans supposer connues à l'avance les notions même les plus élémentaires de l'économie politique. Nous voulons être compréhensibles pour les ouvriers. Il règne d'ailleurs partout en Allemagne l'ignorance et la confusion d'idées les plus étranges au sujet des rapports économiques les plus simples, chez les défenseurs patentés de l'état de choses actuel et jusque chez les *thaumaturges socialistes* et les *génies politiques méconnus* dont l'Allemagne morcelée est plus riche encore que de souverains.

3.1. « Qu'est-ce que le salaire ? Comment est-il déterminé ? »

Abordons donc la première question: *Qu'est-ce que le salaire? Comment est-il déterminé ?*

Cette première question est en vérité une **double** question.

Marx y répond d'abord sans détour en définissant le salaire comme le **prix** de la **marchandise** que l'ouvrier vend au capitaliste : sa **force de travail**.

Si l'on demandait à des ouvriers : « À combien s'élève votre salaire? », ils répondraient: l'un: « Je reçois de mon patron 1 mark pour une journée de travail », l'autre: « Je reçois 2 marks », etc. Suivant les diverses branches de travail auxquelles ils appartiennent, ils énuméreraient les diverses sommes d'argent qu'ils reçoivent de leurs patrons respectifs pour la production d'un travail déterminé, par exemple pour le tissage d'une aune de toile ou pour la composition d'une page d'imprimerie. Malgré la diversité de leurs déclarations, ils seront tous unanimes sur un point: le salaire est la somme d'argent que le capitaliste paie, pour un temps de travail déterminé ou pour la fourniture d'un travail déterminé.

[Le capitaliste *achète* donc (semble-t-il¹) leur travail avec de l'argent. C'est pour de l'argent qu'ils lui *vendent* leur travail. Mais il n'en est ainsi qu'apparemment. Ce qu'ils vendent en réalité au capitaliste pour de l'argent, c'est leur *force* de travail. Le capitaliste achète cette force de travail pour un jour, une semaine, un mois, etc. Et, une fois qu'il l'a achetée, il l'utilise en faisant travailler l'ouvrier pendant le temps stipulé.] Pour cette même somme d'argent avec laquelle le capitaliste a acheté sa force de travail, par exemple pour 2 marks, il aurait pu acheter deux livres de sucre ou une quantité déterminée d'une autre marchandise quelconque. Les 2 marks avec lesquels il a acheté deux livres de sucre sont le prix de deux livres de sucre. Les 2 marks avec lesquels il a acheté douze heures d'utilisation de la force de travail sont le prix des douze heures de travail. La force de travail est donc une marchandise, ni plus ni moins que le sucre. On mesure la première avec la montre et la seconde avec la balance.

Leur marchandise, la force de travail, les ouvriers l'échangent contre la marchandise du capitaliste, contre l'argent, et, en vérité, cet échange a lieu d'après un rapport déterminé. Tant d'argent pour tant de durée d'utilisation de la force de travail. Pour douze heures de tissage, 2 marks. Et ces 2 marks ne représentent-ils pas toutes les autres marchandises que je puis acheter pour 2 marks? L'ouvrier a donc bien

¹ Rappelons que les passages signalés par des crochets indiquent les modifications apportées par Engels, en tout cas les transformations plus importantes que la substitution systématique de « force de travail » à « travail ». L'ajout de l'incise « semble-t-il » a pour but d'insister sur la différence entre la réalité vécue empiriquement : « vendre son travail » et la réalité de la transaction selon le concept théorique : « vendre sa force de travail ».

échangé une marchandise, la force de travail, contre des marchandises de toutes sortes, et cela suivant un rapport déterminé. En lui donnant 2 marks, le capitaliste lui a donné tant de viande, tant de vêtements, tant de bois, de lumière, etc., en échange de sa journée de travail. Ces 2 marks expriment donc le rapport suivant lequel la force de travail est échangée contre d'autres marchandises, la *valeur d'échange* de la force de travail. La valeur d'échange d'une marchandise, évaluée en *argent*, c'est précisément ce qu'on appelle son prix. Le salaire n'est donc que le nom particulier donné au prix de la force de travail [appelé d'ordinaire prix du travail], il n'est que le nom donné au prix de cette marchandise particulière qui n'est en réserve que dans la chair et le sang de l'homme.

Le second développement ne répond pas vraiment à la seconde question « Comment est-il déterminé ? ».

Cette réponse viendra dans le chapitre suivant.

Pour l'heure, il s'agit de tirer les conséquences de la définition de la force de travail comme **mar-chandise** en démontrant l'illusion qu'il y aurait pour l'ouvrier à se « retrouver » dans la fabrication qui sort de ses mains, à s'identifier en quelque sorte au produit de son travail comme à une part de lui-même, un sentiment qui demeure très fort dans le cadre des activités artisanales où la manière de l'exécutant, sa façon personnelle, joue son rôle mais un sentiment qui perd sa consistance dans les conditions de la production industrielle.

Sous l'angle du salaire, la force de travail est achetée *au même titre que les autres marchandises*, matières et machines : elle n'est au départ ni plus ni moins qu'une **composante du capital** que Marx appelle le **capital variable**. D'où cette précision : « *Le salaire n'est donc pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il produit. Le salaire est la partie de marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste s'approprie par achat une quantité déterminée de force de travail productive* ». Cette remarque et les observations qui suivent sur le divorce entre l'activité de l'ouvrier au travail (le *palais* qu'il bâtit) et la réalité de son existence personnelle (la *cave* qu'il habite) viennent en droite ligne des analyses des *Manuscrits parisiens de 1844* où se trouvait dénoncée la dépossession ouvrière dans les termes **philosophiques** (feuerbachiens, disons¹) de **l'aliénation**, Marx mobilise un **vocabulaire explicatif associé à une théorisation du mécanisme de l'exploitation de classe**. Cela donne tout son poids à l'affirmation terminale de ce chapitre qui est loin d'être une simple formule de style: comme vendeur de force de travail, le travailleur **libre** (*libre* en comparaison avec l'esclave et le serf) **appartient**² non pas à tel ou tel patron mais à la **classe** même des acheteurs de cette marchandise : il **appartient au capital**, c'est-à-dire à ceux qui le détiennent.

Prenons le premier ouvrier venu, par exemple, un tisserand. Le capitaliste lui fournit le métier à tisser et le fil. Le tisserand se met au travail et le fil devient de la toile. Le capitaliste s'approprie la toile et la vend 20 marks par exemple. Le salaire du tisserand est-il alors une part de la toile, des 20 marks, du produit de son travail? Pas du tout. Le tisserand a reçu son salaire bien avant que la toile ait été vendue et peut-être bien avant qu'elle ait été tissée. Le capitaliste ne paie donc pas ce salaire avec l'argent qu'il va retirer de la toile, mais avec de l'argent accumulé d'avance. De même que le métier à tisser et le fil ne sont pas le produit du tisserand auquel ils ont été fournis par l'employeur, les marchandises qu'il reçoit en échange de sa marchandise, la force de travail ne le sont pas davantage. Il peut arriver que le capitaliste ne trouve pas d'acheteur du tout pour sa toile. Il peut arriver qu'il ne retire pas même le salaire de sa vente. Il peut arriver qu'il la vende de façon très avantageuse par rapport au salaire du tisserand. Tout cela ne regarde en rien le tisserand. Le capitaliste achète avec une partie de sa fortune actuelle, de son capital, la force de travail du tisserand tout comme il a acquis, avec une autre partie de sa fortune, la matière première, le fil, et l'instrument de travail, le métier à tisser. Après avoir fait ces achats, et parmi ces achats il y a aussi la force de travail nécessaire à la production de la toile, il ne produit plus qu'avec des matières premières et *des instruments de travail* qui lui appartiennent à lui seul. Car, de ces derniers, fait aussi partie notre brave tisserand qui,

¹ Nous renvoyons sur ce point à notre fascicule 2.

² Le verbe utilisé par Marx est bien celui de l'appartenance : « zu Gehören » (*Er gehört nicht diesem oder jenem Kapitalisten, aber der Kapitalistenklasse*)

pas plus que le métier à tisser, n'a sa part du produit ou du prix de celui-ci.

Le salaire n'est donc pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il produit. Le salaire est la partie de marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste s'approprie par achat une quantité déterminée de force de travail productive.

La force de travail est donc une marchandise que son possesseur, le salarié, vend au capital. Pourquoi la vend-il ? Pour vivre.

Mais [la manifestation de la force de] travail, le travail, est l'activité vitale propre à l'ouvrier, sa façon à lui de manifester sa vie. Et c'est cette activité vitale qu'il vend à un tiers pour s'assurer les moyens de subsistance nécessaires. Son activité vitale n'est donc pour lui qu'un moyen de pouvoir exister. Il travaille pour vivre. Pour lui-même, le travail n'est pas une partie de sa vie, il est plutôt un sacrifice de sa vie. C'est une marchandise qu'il a adjugée à un tiers. C'est pourquoi le produit de son activité n'est pas non plus le but de son activité. Ce qu'il produit pour lui-même, ce n'est pas la soie qu'il tisse, ce n'est pas l'or qu'il extrait du puits, ce n'est pas le palais qu'il bâtit. Ce qu'il produit pour lui-même, c'est le salaire, et la soie, l'or, le palais se réduisent pour lui à une quantité déterminée de moyens de subsistance, peut-être à un tricot de coton, à de la monnaie de billon et à un logement dans une cave. Et l'ouvrier qui, douze heures durant, tisse, file, perce, tourne, bâtit, manie la pelle, taille la pierre, la transporte, etc., regarde-t-il ces douze heures de tissage, de filage, de perçage, de travail au tour ou de maçonnerie, de maniement de la pelle ou de taille de la pierre comme une manifestation de sa vie, comme sa vie? Bien au contraire. La vie commence pour lui où cesse activité, à table, à l'auberge, au lit. Par contre, les douze heures de travail n'ont nullement pour lui le sens de tisser, de filer, de percer, etc., mais celui de gagner ce qui lui permet d'aller à table, à l'auberge, au lit. Si le ver à soie tissait pour subvenir à son existence de chenille, il serait un salarié achevé.

La force de travail ne fut pas toujours une marchandise. Le travail ne fut pas toujours du travail salarié, c'est-à-dire du travail libre. L'esclave ne vendait pas sa force de travail au possesseur d'esclaves, pas plus que le bœuf ne vend le produit de son travail au paysan. L'esclave est vendu, y compris sa force de travail, une fois pour toutes à son propriétaire. Il est une marchandise qui peut passer de la main d'un propriétaire dans celle d'un autre. Il est lui-même une marchandise, mais sa force de travail n'est pas sa marchandise. Le serf ne vend qu'une partie de sa force de travail. Ce n'est pas lui qui reçoit un salaire du propriétaire de la terre; c'est plutôt le propriétaire de la terre à qui il paie tribut. Le serf appartient à la terre et constitue un rapport pour le maître de la terre. L'ouvrier libre, par contre, se vend lui-même, et cela morceau par morceau. Il vend aux enchères 8, 10, 12, 15 heures de sa vie, jour après jour, aux plus offrants, aux possesseurs des matières premières, des instruments de travail et des moyens de subsistance, c'est-à-dire aux capitalistes. L'ouvrier n'appartient ni à un propriétaire ni à la terre, mais 8, 10, 12, 15 heures de sa vie quotidienne appartiennent à celui qui les achète. L'ouvrier quitte le capitaliste auquel il se loue aussi souvent qu'il veut, et le capitaliste le congédie aussi souvent qu'il le croit bon, dès qu'il n'en tire aucun profit ou qu'il n'y trouve plus le profit escompté. Mais l'ouvrier dont la seule ressource est la vente de sa force de travail ne peut quitter la classe tout entière des acheteurs, c'est-à-dire la classe *capitaliste*, sans renoncer à l'existence. Il n'appartient pas à tel ou tel employeur, mais à *la classe capitaliste*, et c'est à lui à y trouver son homme, c'est-à-dire à trouver un acheteur dans cette classe bourgeoise.

Avant de pénétrer plus avant dans les rapports entre le capital et le travail salarié, nous allons maintenant exposer brièvement les conditions les plus générales qui entrent en ligne de compte dans la détermination du salaire.

Le *salaire* est, ainsi que nous l'avons vu, le *prix* d'une marchandise déterminée, la force de travail. Le salaire est donc déterminé par les mê-

mes lois qui déterminent le prix de toute autre marchandise. La question qui se pose est donc celle-ci: *comment se détermine le prix d'une marchandise ?*

Résumé :

Le travailleur libre dispose pour assurer ses moyens d'existence d'une **marchandise** particulière qui est sa **force de travail**. Cette marchandise, comme toute autre sur le marché, a un **prix** : le **salaire** est le prix que consent à payer un patron lorsqu'il achète la force de travail de l'ouvrier afin d'en disposer pour une durée déterminée.

3.2. « Comment se détermine le prix d'une marchandise ? »

Cette question est moins simple qu'elle paraît.

Il convient effet de distinguer deux grandeurs :

1. la **valeur** elle-même **de la marchandise** sous l'angle de ce qui en est la **cause**
2. l'**expression monétaire de cette valeur** sous l'angle des facteurs qui peuvent la faire **varier** dans un contexte particulier.

Marx aurait pu commencer par l'explication de la première grandeur. Il choisit de commencer par le commentaire de la seconde.

Toute marchandise a un **prix** et ce prix **varie** selon la **concurrence** sur le marché. Cette concurrence est **triple** :

1. elle agit entre les vendeurs
2. elle agit entre les acheteurs
3. elle agit entre les acheteurs et les vendeurs

La concurrence est une guerre.

La question qui se pose est donc celle-ci : *comment se détermine le prix d'une marchandise?*

C'est la concurrence entre les acheteurs et les vendeurs, le rapport entre l'offre et la demande. La concurrence qui détermine le prix d'une marchandise est *triple*.

La même marchandise est offerte par divers vendeurs. Celui qui vend le meilleur marché des marchandises de même qualité est sûr d'évincer les autres vendeurs et de s'assurer le plus grand débit. Les vendeurs se disputent donc réciproquement l'écoulement des marchandises, le marché. Chacun d'eux veut vendre, vendre le plus possible, et vendre seul si possible, à l'exclusion des autres vendeurs. C'est pourquoi l'un vend meilleur marché que l'autre. Il s'établit, par conséquent, une *concurrence entre les vendeurs* qui *abaisse* le prix des *marchandises* offertes par eux.

Mais il se produit aussi une *concurrence entre les acheteurs* qui, de son côté, *fait monter* le prix des marchandises offertes.

Il existe enfin une *concurrence entre les acheteurs et les vendeurs*; les uns voulant acheter le meilleur marché possible, les autres voulant vendre le plus cher possible. Le résultat de cette concurrence entre acheteurs et vendeurs dépendra de la façon dont se comporteront les deux côtés de la concurrence mentionnés plus haut, c'est-à-dire du fait que c'est la concurrence dans l'armée des acheteurs ou la concurrence dans l'armée des vendeurs qui sera la plus forte. L'industrie met en campagne deux groupes d'armées l'une en face de l'autre dont chacune à son tour livre une bataille dans ses propres rangs entre ses propres troupes. C'est l'armée dont les troupes se battent le moins entre elles qui remportera la victoire sur l'armée adverse.

Viennent ensuite les exemples :

Supposons qu'il y ait 100 balles de coton sur le marché et, en même temps, des acheteurs pour 1000 balles de coton. Dans ce cas, la demande est dix fois plus grande que l'offre. La concurrence entre les acheteurs sera par conséquent très forte, chacun de ceux-ci veut s'approprié une, et si possible, l'ensemble des 100 balles. Cet exemple n'est pas une hypothèse arbitraire. Nous avons vécu dans l'histoire du commerce des périodes de mauvaise récolte du coton où quelques capi-

talistes coalisés entre eux ont cherché à acheter non pas 100 balles, mais tous les stocks de coton du monde entier. Dans le cas donné, un acheteur cherchera donc à évincer l'autre du marché en offrant un prix relativement plus élevé pour la balle de coton. Les vendeurs de coton qui aperçoivent les troupes de l'armée ennemie en train de se livrer entre elles le combat le plus violent et qui sont absolument assurés de vendre entièrement leurs 100 balles vont se garder de se prendre les uns les autres aux cheveux pour abaisser le prix du coton, à un moment où leurs adversaires rivalisent entre eux pour le faire monter. Voilà donc la paix survenue soudain dans l'armée des vendeurs. Ils sont comme un seul homme, face aux acheteurs, ils se croisent philosophiquement les bras et leurs exigences ne connaîtraient pas de bornes si les offres de ceux mêmes qui sont le plus pressés d'acheter n'avaient pas leurs limites bien déterminées.

Si donc l'offre d'une marchandise est plus faible que la demande de cette marchandise, il n'y a pas du tout ou presque pas de concurrence parmi les vendeurs. La concurrence parmi les acheteurs croît dans la proportion même où diminue cette concurrence. Résultat: hausse plus ou moins importante des prix de la marchandise.

On sait que le cas contraire avec son résultat inverse est beaucoup plus fréquent. Excédent considérable de l'offre sur la demande: concurrence désespérée parmi les vendeurs; manque d'acheteurs: vente à vil prix des marchandises

Le second développement commence par évoquer l'image du « nœud gordien¹ » qui illustre une manière empirique de régler un problème (on *tranche* la question) tout en laissant en suspens sa résolution théorique (la compréhension de l'agencement des données).

Dans la réalité de sa pratique, note Marx, le capitaliste individuel n'hésite pas à mesurer son bénéfice au rapport qu'il obtient entre son prix de vente et ses frais de production.

Mais que signifie hausse, chute des prix, que signifie prix élevé, bas prix? Un grain de sable est grand, regardé à travers un microscope, et une tour est petite, comparée à une montagne. Et si le prix est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande, qu'est-ce qui détermine le rapport de l'offre et de la demande?

Adressons-nous au premier bourgeois venu. Il n'hésitera pas un instant et, tel un nouvel Alexandre le Grand, il tranchera d'un seul coup ce nœud gordien métaphysique à l'aide du calcul élémentaire. Si la production de la marchandise que je vends m'a coûté 100 marks, nous dira-t-il, et si je retire de la vente de cette marchandise 110 marks - au bout d'un an, entendons-nous - c'est un gain civil, honnête, convenable. Mais si j'obtiens en échange 120, 130 marks, c'est alors un gain élevé; et si j'en tirais 200 marks, ce serait alors un gain exceptionnel, énorme. Qu'est-ce qui sert donc au bourgeois à *mesurer* son gain? Les *frais de production* de sa marchandise. S'il reçoit en échange de cette marchandise une somme d'autres marchandises dont la production a moins coûté, il a fait une perte. S'il reçoit en échange de sa marchandise une somme de marchandises dont la production a coûté davantage, il a réalisé un gain. Et cette baisse ou cette hausse du gain, il la calcule suivant les proportions dans lesquelles la valeur d'échange de sa marchandise se tient au-dessous ou au-dessus de zéro, c'est-à-dire des *frais de production*.

Le développement qui suit illustre particulièrement bien la méthode d'analyse de Marx, qui consiste à toujours envisager **le cadre global** dans lequel le phénomène analysé fonctionne et en l'occurrence à dépasser le point de vue du capitaliste individuel pour aborder les conduites de la

¹ La légende rapporte que roi Midas de Phrygie possédait un char dont le timon était tenu par un nœud fameux, dit le « nœud gordien ». L'Asie tout entière devait appartenir à celui qui parviendrait à le dénouer. Placé devant le défi, Alexandre le Grand prit le parti de résoudre la difficulté en tranchant le nœud de son épée.

classe tout entière (Marx parle de « Gesamtkapital, c'est-à-dire de « capital dans son ensemble »). Cela permet de mettre en évidence les phénomènes de transfert de capitaux : une analyse qui sera développée plus tard sous le concept de **péréquation des taux de profit**, à savoir, en gros, un mécanisme par lequel les profits des capitalistes individuels tendent vers une moyenne par secteur¹.

Mais nous avons vu comment les rapports variables entre l'offre et la demande provoquent tantôt la hausse, tantôt la baisse, entraînant tantôt des prix élevés, tantôt des prix bas.

Si le prix d'une marchandise monte considérablement par suite d'une offre insuffisante ou d'une demande qui croît démesurément, le prix d'une autre marchandise quelconque a baissé nécessairement en proportion; car le prix d'une marchandise ne fait qu'exprimer en argent les rapports d'après lesquels de tierces marchandises sont échangées contre elle. Si, par exemple, le prix d'une aune d'étoffe de soie monte de 5 à 6 marks, le prix de l'argent a baissé relativement à l'étoffe de soie et le prix de toutes les autres marchandises qui sont restées à leur ancien prix a baissé de même par rapport à l'étoffe de soie. Il faut en donner une plus grande quantité en échange pour recevoir la même quantité d'étoffe de soie.

Quelle sera la conséquence du prix croissant d'une marchandise? Les capitaux se jetteront en masse sur la branche d'industrie florissante et cette immigration des capitaux dans le domaine de l'industrie favorisée persistera jusqu'à ce que celle-ci rapporte les gains habituels ou plutôt jusqu'au moment où le prix de ses produits descendra par suite de surproduction au-dessous des frais de production.

Inversement. Si le prix d'une marchandise tombe au-dessous des frais de production, les capitaux se retireront de la production de cette marchandise. Si l'on excepte le cas où une branche de production n'étant plus d'époque ne peut moins faire que de disparaître, la production de cette marchandise, c'est-à-dire son offre, va diminuer par suite de cette fuite des capitaux jusqu'à ce qu'elle corresponde à la demande, par conséquent, jusqu'à ce que son prix se relève à nouveau au niveau de ses frais de production ou plutôt jusqu'à ce que l'offre soit tombée au-dessous de la demande, c'est-à-dire jusqu'à ce que son prix se relève au-dessus de ses frais de production, *car le prix courant d'une marchandise est toujours au-dessous ou au-dessus de ses frais de production.*

Nous voyons que les capitaux émigrent et immigrent constamment, passant du domaine d'une industrie dans celui d'une autre, un prix élevé provoquant une trop forte immigration et un prix bas une trop forte émigration.

Nous pourrions montrer d'un autre point de vue que non seulement l'offre, mais aussi la demande est déterminée par les frais de production. Mais cela nous entraînerait trop loin de notre sujet.

Nous venons de voir que les oscillations de l'offre et de la demande ramènent toujours à nouveau le prix d'une marchandise à ses frais de production. *Le prix réel d'une marchandise est certes toujours au-dessus ou au-dessous de ses frais de production; mais la hausse et la baisse se complètent mutuellement*, de sorte que, dans les limites d'une période de temps déterminée, si l'on fait le total du flux et du reflux de l'industrie, les marchandises sont échangées entre elles conformément à leurs frais de production, c'est-à-dire que leur prix est déterminé par leurs frais de production.

Cette détermination du prix par les frais de production ne doit pas être comprise dans le sens des économistes. Les économistes disent que le *prix moyen* des marchandises est égal aux frais de production; que telle est *la loi*. Ils considèrent comme un fait du hasard le mouvement anarchique par lequel la hausse est compensée par la baisse et la baisse par la hausse. On pourrait considérer avec autant de raison, comme cela est arrivé d'ailleurs à d'autres économistes, les oscillations comme étant la loi et la détermination par les frais de production comme étant le fait du

¹ Le mécanisme est notamment décrit dans la deuxième section du Livre III du Capital.

hasard. Mais ce sont ces oscillations seules qui, regardées de plus près, entraînent les dévastations les plus terribles et, pareilles à des tremblements de terre, ébranlent la société bourgeoise jusque dans ses fondements, ce sont ces oscillations seules qui, au fur et à mesure qu'elles se produisent, déterminent le prix par les frais de production. C'est l'ensemble du mouvement de ce désordre qui est son ordre même. C'est au cours de cette anarchie industrielle, c'est dans ce mouvement en rond que la concurrence compense pour ainsi dire une extravagance par l'autre.

Nous voyons donc ceci: le prix d'une marchandise est déterminé par ses frais de production de telle façon que les moments où le prix de cette marchandise monte au-dessus de ses frais de production sont compensés par les moments où il s'abaisse au-dessous des frais de production, et inversement. Naturellement, cela n'est pas vrai pour un seul produit donné d'une industrie, mais seulement pour toute la branche industrielle. Cela n'est donc pas vrai non plus pour un industriel pris isolément, mais seulement pour toute la classe des industriels.

La détermination du prix par les frais de production est identique à la détermination du prix par le temps de travail qui est nécessaire à la production d'une marchandise, car les frais de production se composent 1° de matières premières [et de l'usure d'instruments], c'est-à-dire de produits industriels dont la production a coûté un certain nombre de journées de travail, et qui représentent par conséquent une certaine somme de temps de travail et 2° de travail immédiat dont la mesure est précisément le temps.

Marx revient après ce détour à la question du salaire : comme toute autre marchandise, le prix de la force de travail dépend des « frais généraux » nécessaires à sa production et à son entretien :

Or, ces mêmes lois générales qui règlent le prix des marchandises en général, règlent naturellement aussi *le salaire, le prix du travail*¹.

Le salaire du travail va tantôt monter, tantôt baisser, suivant les rapports entre l'offre et la demande, suivant la forme que prend la concurrence entre les acheteurs de la force de travail, les capitalistes, et les vendeurs de la force de travail, les ouvriers. Aux fluctuations des prix des marchandises en général correspondent les fluctuations du salaire. *Mais dans les limites de ces fluctuations, le prix du travail sera déterminé par les frais de production, par le temps de travail qui est nécessaire pour produire cette marchandise, la force de travail.*

Or, quels sont les frais de production de la force de travail elle-même?

Ce sont les frais qui sont nécessaires pour conserver l'ouvrier en tant qu'ouvrier et pour en faire un ouvrier.

Aussi, moins un travail exige de temps de formation professionnelle, moins les frais de production de l'ouvrier sont grands et plus le prix de son travail, son salaire, est bas. Dans les branches d'industrie où l'on n'exige presque pas d'apprentissage et où la simple existence matérielle de l'ouvrier suffit, les frais de production qui sont nécessaires à ce dernier se bornent presque uniquement aux marchandises indispensables à l'entretien de sa vie [de manière à lui conserver sa capacité de travail]. C'est pourquoi *le prix de son travail* sera déterminé par *le prix des moyens de subsistance nécessaires.*

Cependant, il s'y ajoute encore une autre considération. Le fabricant, qui calcule ses frais de production et d'après ceux-ci le prix des produits, fait entrer en ligne de compte l'usure des instruments de travail. Si une machine lui coûte par exemple 1 000 marks et qu'il l'use en dix ans, il ajoute chaque année 100 marks au prix de la marchandise pour pouvoir remplacer au bout de dix ans la machine usée par une neuve. Il faut comprendre de la même manière, dans les frais de production de la force de travail simple, les frais de reproduction grâce auxquels l'espèce

¹ On voit qu'Engels conserve ici l'expression « prix du travail »

ouvrière est mise en état de s'accroître et de remplacer les ouvriers usés par de nouveaux. L'usure de l'ouvrier est donc portée en compte de la même façon que l'usure de la machine.

Les frais de production de la force de travail simple se composent donc des *frais d'existence et de reproduction de l'ouvrier*. Le prix de ces frais d'existence et de reproduction constitue le salaire. Le salaire ainsi déterminé s'appelle le *minimum de salaire*. Ce minimum de salaire, tout comme la détermination du prix des marchandises par les frais de production en général, joue pour *l'espèce* et non pour *l'individu pris isolément*. Il y a des ouvriers qui, par millions, ne reçoivent pas assez pour pouvoir exister et se reproduire; mais le *salaire de la classe ouvrière tout entière* est, dans les limites de ses oscillations, égal à ce minimum.

Maintenant que nous avons fait la clarté sur les lois les plus générales qui régissent le salaire ainsi que le prix de toute autre marchandise, nous pouvons entrer plus avant dans notre sujet.

Résumé:

Une triple concurrence entre les vendeurs (*autrement dit* entre les ouvriers « libres »), entre les acheteurs (*autrement dit* entre les patrons), mais aussi entre acheteurs et vendeurs, est susceptible de faire varier le prix de la force de travail (*autrement dit* le montant du salaire).

Mais ces variations se rapportent à un axe de référence.

Pour ce qui concerne les marchandises au sens général du terme, leur prix oscille autour d'un axe constitué par les frais de production. C'est la recherche par chaque capitaliste du gain le plus grand qui explique les mouvements de capitaux (afflux ou retrait) dans une branche.

Pour ce qui concerne la marchandise « force de travail », il en va de même : son prix va osciller autour d'un axe constitué par ses frais de production, c'est-à-dire les frais indispensables à la formation (frais d'apprentissage), à l'entretien (frais d'existence) et à la reproduction (pour l'ensemble de la classe sociale) de la main-d'œuvre ouvrière. La tendance dominante est d'ajuster le salaire sur le minimum de ces frais de production.

3.3 « Le capital est un rapport social de production »

Ce passage correspond au 3^e article paru le 7 avril 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*.

*
* *

Le développement est à nouveau exemplaire de la méthode de pensée de Marx qui veille toujours à inscrire le phénomène étudié dans son contexte. De même que les frais de production valent pour toute une branche et pour tout le capital investi, de même l'économie s'inscrit dans le cadre général des rapports qui caractérisent une formation sociale à un moment donné de son évolution dans l'histoire.

Marx en profite pour livrer **une leçon de matérialisme historique**.

On remarquera la très forte parenté du présent cinquième paragraphe avec un autre paragraphe devenu célèbre de la préface de 1859 à la *Critique de l'Economie politique*, le premier des ouvrages que Marx publiera dans cette discipline après la reprise de ses travaux en Angleterre à partir de 1850. Evoquant une rétrospective de ses recherches, Marx écrit :

« Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi: dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général¹. »

La plus grande fermeté du texte de 1859 est bien sûr manifeste. Il n'en reste pas moins que sur cette question, les acquis datent de la rédaction avec Engels, en 1845, de *l'Idéologie allemande* où se trouvent mis en place les premiers concepts du matérialisme historique.

Le capital se compose de matières premières, d'instruments de travail et de moyens de subsistance de toutes sortes qui sont employés à produire de nouvelles matières premières, de nouveaux instruments de travail et de nouveaux moyens de subsistance. Toutes ces parties constitutives sont des créations du travail, des produits du travail, du *travail accumulé*. Le travail accumulé qui sert de moyen pour une nouvelle production est du capital.

C'est ainsi que parlent les économistes.

Qu'est-ce qu'un esclave nègre? Un homme de race noire. Cette explication a autant de valeur que la première.

Un nègre est un nègre. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'il devient esclave. Une machine à filer le coton est une machine pour filer le coton. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'elle devient du *capital*. Arrachée à ces conditions, elle n'est pas plus du capital que l'or n'est par lui-même de la *monnaie* ou le sucre, le *prix* du sucre.

Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, [mais aussi les uns sur les autres]. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production.

¹ Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris 1977, page 2

Suivant le caractère des moyens de production, ces rapports sociaux que les producteurs ont entre eux, les conditions dans lesquelles ils échangent leurs activités et prennent part à l'ensemble de la production seront tout naturellement différents. Par la découverte d'un nouvel engin de guerre, l'arme à feu, toute l'organisation interne de l'armée a été nécessairement modifiée ; les conditions dans lesquelles les individus constituent une armée et peuvent agir en tant qu'armée se sont trouvées transformées, et les rapports des diverses armées entre elles en ont été changés également.

Donc, les rapports sociaux suivant lesquels les individus produisent, *les rapports sociaux de production, changent, se transforment avec la modification et le développement des moyens de production matériels, des forces de production. Dans leur totalité, les rapports de production forment ce qu'on appelle les rapports sociaux, la société*, et, notamment, une société à un stade de développement historique déterminé, une société à caractère distinctif original. La société *antique*, la société *féodale*, la société *bourgeoise* sont des ensembles de rapports de production de ce genre dont chacun caractérise en même temps un stade particulier de développement dans l'histoire de l'humanité.

Le *capital* représente, lui aussi, des rapports sociaux. *Ce sont des rapports bourgeois de production*, des rapports de production de la société bourgeoise. Les moyens de subsistance, les instruments de travail, les matières premières dont se compose le capital n'ont-ils pas été produits et accumulés dans des conditions sociales données, suivant des rapports sociaux déterminés? Ne sont-ils pas employés pour une nouvelle production dans des conditions sociales données, suivant des rapports sociaux déterminés? Et n'est-ce point précisément ce caractère social déterminé qui transforme les produits servant à la nouvelle production *en capital*?

Résumé :

Le capital est du travail accumulé, disent les économistes. Derrière cette évidence, ils masquent le fait que le capital est aussi et surtout un rapport social historiquement déterminé, un rapport social bourgeois.

3.4 « Comment une somme de marchandises, de valeurs d'échange, devient-elle du capital ? »

Ce passage appartient comme le précédent au 3^e article paru dans le 7 avril 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*.

*
* *

C'est à l'occasion de ce développement que l'on peut risquer un bref commentaire sur la décision prise par Engels de substituer à « travail » l'expression « force de travail ». On trouve en effet dans le texte original de Marx, au sixième paragraphe de ce passage, la notion de « **capacité de travail** » (« *Arbeitsfähigkeit* » en allemand : « Die Existenz einer Klasse, die nichts besitzt als die **Arbeitsfähigkeit**, ist eine notwendige Voraussetzung des Kapitals ») qui n'est pas étrangère à ce que permet de penser le concept de « force de travail ». Ajoutons que l'expression récurrente de « **travail vivant** » (« *lebendige Arbeit* » en allemand) apporte l'idée d'une réalité organique bien différente d'une simple marchandise inerte.

On notera l'inversion soigneusement accomplie par Marx du rapport de domination : ce n'est pas le capital qui est instrumentalisé par le travail vivant comme une vision technique le laisserait supposer; **c'est au contraire le travail vivant qui est instrumentalisé par le processus de reproduction et de croissance du capital dans le cadre d'un rapport social bourgeois qui est un rapport de domination.**

Et ce rapport de domination n'est pas « tombé du ciel » : il faut se reporter sur ce point aux terribles pages que Marx consacre dans *Le Capital*, dans la huitième section du Livre I, à l'historique de **l'accumulation primitive.**

Le capital ne consiste pas seulement en moyens de subsistance, en instruments de travail et en matières premières, il ne consiste pas seulement en produits matériels; il consiste au même degré en *valeurs d'échange*. Tous les produits dont il se compose sont des *marchandises*. Le capital n'est donc pas seulement une somme de produits matériels, c'est aussi une somme de marchandises, de valeurs d'échange, de *grandeurs sociales*.

Le capital reste le même, que nous remplacions la laine par le coton, le blé par le riz, les chemins de fer par les bateaux à vapeur, à cette seule condition que le coton, le riz, les bateaux à vapeur-la matière du capital -aient la même valeur d'échange, le même prix que la laine, le blé, les chemins de fer dans lesquels il était incorporé auparavant. La matière du capital peut se modifier constamment sans que le capital subisse le moindre changement.

Mais si tout capital est une somme de marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'échange, toute somme de marchandises, de valeurs d'échange, n'est pas encore du capital.

Toute somme de valeurs d'échange est une valeur d'échange. Chaque valeur d'échange est une somme de valeurs d'échange. Par exemple, une maison qui vaut 1 000 marks est une valeur d'échange de 1 000 marks. Un morceau de papier qui vaut un pfennig est une somme de valeurs d'échange de 100/100 de pfennig. Des produits qui sont échangeables contre d'autres sont des *marchandises*. Le rapport déterminé suivant lequel ils sont échangeables constitue leur *valeur d'échange*, ou, exprimé en argent, leur *prix*. La masse de ces produits ne peut rien changer à leur destination d'être une *marchandise* ou de constituer une *valeur d'échange*, ou d'avoir un *prix* déterminé. Qu'un arbre soit grand ou petit, il reste un arbre. Que nous échangeons du fer par onces ou par quintaux contre d'autres produits, cela change-t-il son caractère qui est d'être une marchandise, une valeur d'échange? Suivant sa masse, une marchandise a plus ou moins de valeur, elle est d'un prix plus élevé ou plus bas.

Mais comment une somme de marchandises, de valeurs d'échange, se change-t-elle en capital ?

Par le fait que, en tant que force sociale indépendante, c'est-à-dire en tant que force *d'une partie de la société*, elle se conserve et s'accroît par son *échange contre la force de travail immédiate, vivante*. L'existence d'une classe ne possédant rien que sa capacité de travail est une condition première nécessaire du capital.

Ce n'est que la domination de l'accumulation du travail passé, matérialisé, sur le travail immédiat, vivant, qui transforme le travail accumulé en capital.

Le capital ne consiste pas dans le fait que du travail accumulé sert au travail vivant de moyen pour une nouvelle production. Il consiste en ceci que le travail vivant sert de moyen au travail accumulé pour maintenir et accroître la valeur d'échange de celui-ci. Le capital présuppose donc l'existence d'une classe sociale obligée de vendre sa force de travail.

Résumé :

Le capital est composé de marchandises, c'est-à-dire de produits considérés sous l'angle de leur valeur d'échange, laquelle indifférencie leur composition matérielle. Toute marchandise n'est cependant pas du capital. Elle ne le devient que par l'intervention de la force de travail ouvrière qui assure non seulement la conservation mais l'accroissement de sa valeur.

3.5 « Que se passe t-il dans l'échange entre le capitaliste et le salarié ? »

Ce passage constitue la fin du 3^e article du 7 avril paru dans la *Neue Rheinische Zeitung* du 7 avril 1849

*
* *

La réponse à cette question met en place la différence entre une **consommation reproductive** (la consommation par le détenteur du capital de la *force créatrice de l'ouvrier*, cette « noble force de production » qui a pour vertu de provoquer un accroissement de valeur) et une **consommation improductive** (la consommation par l'ouvrier des moyens qui lui permettent seulement de subsister tel quel).

Le notion de plus-value n'apparaît pas explicitement dans ce développement mais elle affleure en filigrane de la distinction entre les deux consommations¹.

L'important ici est dans cette affirmation : « L'ouvrier d'une fabrique de coton ne produit-il que des étoffes de coton? Non, il produit du capital. »

Que se passe-t-il dans l'échange [entre le capitaliste et le salarié] ?

L'ouvrier reçoit des moyens de subsistance en échange de sa force de travail, mais le capitaliste, en échange de ses moyens de subsistance, reçoit du travail, l'activité productive de l'ouvrier, la force créatrice au moyen de laquelle l'ouvrier non seulement restitue ce qu'il consomme, mais *donne au travail accumulé une valeur plus grande que celle qu'il possédait auparavant*. L'ouvrier reçoit du capitaliste une partie des moyens de subsistance existants. A quoi lui servent ces moyens de subsistance? A sa consommation immédiate. Mais dès que je consomme des moyens de subsistance, ils sont irrémédiablement perdus pour moi, à moins que j'utilise le temps pendant lequel ces moyens assurent mon existence pour produire de nouveaux moyens de subsistance, pour créer par mon travail de nouvelles valeurs à la place des valeurs que je fais disparaître en les consommant. Mais c'est précisément cette noble force de production nouvelle que l'ouvrier cède au capital en échange des moyens de subsistance qu'il reçoit ! Par conséquent, elle s'en trouve perdue par lui-même.

Prenons un exemple. Un fermier donne à son journalier 5 groschen-argent par jour. Pour ces 5 groschen celui-ci travaille toute la journée dans les champs du fermier et lui assure ainsi un revenu de 10 groschen. Le fermier ne se voit pas seulement restituer les valeurs qu'il doit céder au journalier, il les double. Il a donc utilisé, consommé les 5 groschen qu'il a donnés au journalier d'une façon féconde, productive. Il a précisément acheté pour ces 5 groschen le travail et la force du journalier qui font pousser des produits du sol pour une valeur double et qui transforment 5 groschen en 10 groschen. Par contre, le journalier reçoit à la place de sa force productive, dont il a cédé les effets au fermier, 5 groschen qu'il échange contre des moyens de subsistance qu'il consomme plus ou moins rapidement. Les 5 groschen ont donc été consommés de double façon, de *façon reproductive* pour le capital, car ils ont été échangés contre une force de travail ² qui a rapporté 10 groschen; de *façon improductive* pour l'ouvrier, car ils ont été échangés contre des moyens de subsistance qui ont disparu pour toujours et dont il ne

¹ La distinction entre les deux consommations assure la transition entre les sections « Production de valeurs d'usage » et « Production de plus-value », dans le chapitre VII du *Capital* consacré à « La production de la plus valeur absolue », *Le Capital*, Garnier Flammarion, page 143. La consommation productive y donne lieu à la métaphore très parlante de la *fermentation*.

² Ici le terme « force de travail » n'est pas ajouté par Engels, mais figure déjà dans le texte publié par Marx dans la *Neue Rheinische Zeitung*.

peut recevoir de nouveau la valeur qu'en répétant le même échange avec le fermier. *Le capital suppose donc le travail salarié, le travail salarié suppose le capital. Ils sont la condition l'un de l'autre; ils se créent mutuellement.*

L'ouvrier d'une fabrique de coton ne produit-il que des étoffes de coton? Non, il produit du capital. Il produit des valeurs qui servent à leur tour à commander son travail, afin de créer au moyen de celui-ci de nouvelles valeurs.

Le capital ne peut se multiplier qu'en s'échangeant contre de la force de travail, qu'en créant du travail salarié. La force de travail de l'ouvrier salarié ne peut s'échanger que contre du capital, en accroissant le capital, en renforçant la puissance dont il est l'esclave. *L'accroissement du capital est par conséquent l'accroissement du prolétariat, c'est-à-dire de la classe ouvrière.*

L'intérêt du capitaliste et de l'ouvrier est donc *le même*, prétendent les bourgeois et leurs économistes. En effet! L'ouvrier périt si le capitaliste ne l'occupe pas. Le capital disparaît s'il n'exploite pas la force de travail, et pour l'exploiter il faut qu'il l'achète. Plus le capital destiné à la production, le capital productif, s'accroît rapidement, plus l'industrie, par conséquent, est florissante, plus la bourgeoisie s'enrichit, mieux vont les affaires, plus le capital a besoin d'ouvriers et plus l'ouvrier se vend cher.

La condition indispensable pour une situation passable de l'ouvrier est donc *la croissance aussi rapide que possible du capital productif.*

Mais qu'est-ce que la croissance du capital productif? C'est la croissance de la puissance du travail accumulé sur le travail vivant, c'est la croissance de la domination de la bourgeoisie sur la classe laborieuse. Lorsque le travail salarié produit la richesse étrangère qui le domine, la force qui lui est hostile, le capital, ses moyens d'occupation, c'est-à-dire ses moyens de subsistance, refluent de celui-ci vers lui à condition qu'il devienne de nouveau une partie du capital, le levier qui imprime de nouveau à celui-ci un mouvement de croissance accéléré.

Quand on dit: *Les intérêts du capital et les intérêts des ouvriers sont les mêmes, cela signifie seulement que le capital et le travail salarié sont deux aspects d'un seul et même rapport. L'un est la conséquence de l'autre comme l'usurier et le dissipateur s'engendrent mutuellement.*

Tant que l'ouvrier salarié est ouvrier salarié, son sort dépend du capital. Telle est la communauté d'intérêts tant vantée de l'ouvrier et du capitaliste.

Résumé :

Ce que l'ouvrier reçoit sous forme de salaire, ce sont des moyens de subsistance que leur consommation aboutit à détruire.

Ce que reçoit le capital en échange du salaire qu'il paie, c'est une force de travail que sa consommation aboutit à accroître.

Capital et travail sont dans une relation d'implication réciproque, mais une relation de domination du premier sur le second.

3.6 « Mais quelle est donc la loi générale qui détermine la hausse et la baisse du salaire et du profit dans leurs relations réciproques? »

Cette section correspond au quatrième article paru le 8 avril 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*.

*
* *

Après avoir rappelé que les **réalités sociales** sont des **grandeurs relatives**,

Lorsque le capital s'accroît, la masse du travail salarié grossit, le nombre des ouvriers salariés augmente, en un mot : la domination du capital s'étend sur une masse plus grande d'individus. Et supposons le cas le plus favorable: lorsque le capital productif s'accroît, la demande de travail augmente. Donc le prix du travail, le salaire, monte.

Une maison peut être grande ou petite, tant que les maisons environnantes sont petites elles aussi, elle satisfait à tout ce qu'on exige socialement d'une maison. Mais s'il s'élève à côté de la petite maison un palais, voilà que la petite maison se ravale au rang de la chaumière. La petite maison est alors la preuve que son propriétaire ne peut être exigeant ou qu'il ne peut avoir que des exigences très modestes. Et au cours de la civilisation elle peut s'agrandir tant qu'elle veut, si le palais voisin grandit aussi vite ou même dans de plus grandes proportions, celui qui habite la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses quatre murs.

Une augmentation sensible du salaire suppose un accroissement rapide du capital productif. L'accroissement rapide du capital productif entraîne une croissance aussi rapide de la richesse, du luxe, des besoins et des plaisirs sociaux. Donc, bien que les plaisirs de l'ouvrier se soient accrus, la satisfaction sociale qu'ils procurent a diminué, comparativement aux plaisirs accrus du capitaliste qui sont inaccessibles à l'ouvrier, comparativement au stade de développement de la société en général. Nos besoins et nos plaisirs ont leur source dans la société; nous les mesurons, par conséquent, à la société; nous ne les mesurons pas aux objets de notre satisfaction. Comme ils sont de nature sociale, ils sont de nature relative.

Marx établit une première distinction entre **salaire nominal** et **salaire réel** :

Le salaire n'est donc pas, somme toute, déterminé seulement par la masse de marchandises que je peux obtenir en échange. Il renferme divers rapports.

Ce que les ouvriers reçoivent tout d'abord pour leur force de travail, c'est une somme d'argent déterminée. Le salaire n'est-il déterminé que par ce prix en argent?

Au XVI^e siècle, l'or et l'argent en circulation en Europe augmentèrent par suite de la découverte [en Amérique de mines plus riches et plus faciles à exploiter]. De ce fait, la valeur de l'or et de l'argent baissa par rapport aux autres marchandises. Les ouvriers continuèrent à recevoir la même masse d'argent monnayée pour leur force de travail. Le prix en argent de leur travail resta le même et cependant leur salaire avait baissé, car en échange de la même quantité d'argent ils recevaient une somme moindre d'autres marchandises. Ce fut une des circonstances

qui favorisèrent l'accroissement du capital, l'essor de la bourgeoisie au XVI^e siècle.

Prenons un autre cas. Dans l'hiver de 1847, les produits alimentaires les plus indispensables, le blé, la viande, le beurre, le fromage, etc., par suite d'une mauvaise récolte, avaient considérablement augmenté de prix. Supposons que les ouvriers aient continué à recevoir la même somme d'argent pour leur force de travail. Leur salaire n'avait-il pas baissé? Mais si. Pour la même somme d'argent, ils recevaient en échange moins de pain, de viande, etc. Leur salaire avait baissé non point parce que la valeur de l'argent avait diminué, mais parce que la valeur des moyens de subsistance avait augmenté.

Supposons enfin que le prix en argent du travail reste le même alors que tous les produits agricoles et manufacturés ont baissé de prix par suite de l'emploi de nouvelles machines, d'une saison plus favorable, etc. Pour la même quantité d'argent, les ouvriers peuvent alors acheter plus de marchandises de toutes sortes. Donc leur salaire a augmenté précisément parce que la valeur en argent de celui-ci n'a pas changé.

Donc, le prix en argent du travail, le salaire nominal, ne coïncide pas avec le salaire réel, c'est-à-dire avec la quantité de marchandises qui est réellement donnée en échange du salaire. Donc, lorsque nous parlons de hausse ou de baisse du salaire, nous ne devons pas seulement considérer le prix en argent du travail, le salaire nominal.

Puis il souligne que la référence pour évaluer un salaire demeure **le profit** que la mise en œuvre de la force de travail de ses ouvriers permet au patron de réaliser : le rapport entre eux est celui **d'une raison inverse**.

Mais ni le salaire nominal, c'est-à-dire la somme d'argent pour laquelle l'ouvrier se vend au capitaliste, ni le salaire réel, c'est-à-dire la quantité de marchandises qu'il peut acheter avec cet argent n'épuisent les rapports contenus dans le salaire.

Le salaire est encore déterminé avant tout par son rapport avec le gain, avec le profit du capitaliste; le salaire est relatif, proportionnel.

Le salaire réel exprime le prix du travail relativement au prix des autres marchandises, le salaire relatif, par contre, [la part du travail immédiat à la nouvelle valeur qu'il a créée par rapport à la part qui en revient au travail accumulé, au capital].

[Nous disions plus haut : «Le salaire n'est donc pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il produit. Le salaire est la partie de marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste s'approprie par achat une quantité déterminée de force de travail productive.» Mais ce salaire, il faut que le capitaliste le retrouve dans le prix auquel il vend le produit fabriqué par l'ouvrier; il faut qu'il le retrouve de façon qu'en règle générale il lui reste encore un excédent sur ses frais de production engagés, un profit. Le prix de vente de la marchandise produite par l'ouvrier se divise pour le capitaliste en trois parties: *premièrement*, le remplacement du prix des matières premières qu'il a avancées ainsi que le remplacement de l'usure des instruments, machines et autres moyens de travail qu'il a également avancés; *deuxièmement*, le remplacement du salaire qu'il a avancé; et *troisièmement*, ce qui est en excédent, le profit du capitaliste. Alors que la première partie ne remplace que des *valeurs qui existaient auparavant*, il est clair que le remplacement du salaire tout comme le profit excédentaire du capitaliste proviennent, somme toute, de la *nouvelle valeur créée par le travail de l'ouvrier* et ajoutée aux matières premières. Et *c'est dans ce sens* que nous pouvons considérer aussi bien le salaire que le profit, quand nous les comparons ensemble, comme des participations de l'ouvrier au produit].¹

¹ Tout ce passage a été rajouté par Engels

Que le salaire réel reste le même, qu'il augmente même, le salaire relatif n'en peut pas moins baisser. Supposons, par exemple, que tous les moyens de subsistance aient baissé de prix des 2/3, alors que le salaire journalier ne baisse que d'un tiers, c'est-à-dire tombe, par exemple, de 3 marks à 2 marks. Bien que l'ouvrier avec ses deux marks dispose d'une plus grande quantité de marchandises qu'auparavant avec 3 marks, son salaire a cependant diminué par rapport au bénéfice du capitaliste. Le profit du capitaliste (par exemple du fabricant) a augmenté d'un mark, c'est-à-dire que pour une somme moindre de valeurs d'échange qu'il paie à l'ouvrier, il faut que l'ouvrier produise une plus grande quantité de valeurs d'échange qu'auparavant. [La part du capital proportionnellement à la part du travail s'est accrue]. La répartition de la richesse sociale entre le capital et le travail est devenue encore plus inégale. Le capitaliste commande avec le même capital une quantité plus grande de travail. La puissance de la classe capitaliste sur la classe ouvrière a grandi, la situation sociale de l'ouvrier a empiré, elle est descendue d'un degré de plus au-dessous de celle du capitaliste.

La question qu'il formule alors :

Mais quelle est donc la loi générale qui détermine la hausse et la baisse du salaire et du profit dans leurs relations réciproques?

n'est que le moyen de relancer la démonstration, insistant au passage sur ce fait majeur que le profit ne trouve son origine que dans la sphère de la production.

Ils sont en rapport inverse. La part du capital, le profit, monte dans la mesure même où [la part du travail], le salaire quotidien, baisse, et inversement. Le profit monte dans la mesure où le salaire baisse, il baisse dans la mesure où le salaire monte.

On objectera peut-être que le capitaliste peut faire du bénéfice grâce à un échange avantageux de ses produits avec d'autres capitalistes, parce que sa marchandise est plus demandée, soit par suite de l'ouverture de nouveaux marchés, soit encore du fait de l'augmentation momentanée des besoins sur les anciens marchés, etc.; que le profit du capitaliste peut donc s'accroître du fait que d'autres capitalistes ont été supplantés, indépendamment de la hausse ou de la baisse du salaire, de la valeur d'échange de la force de travail; ou que le profit peut également s'accroître grâce au perfectionnement des instruments de travail, à une nouvelle utilisation des forces naturelles, etc.

On devra tout d'abord reconnaître que le résultat reste le même bien qu'on y arrive par le chemin inverse. Le profit n'a pas augmenté parce que le salaire a diminué, mais le salaire a diminué parce que le profit a augmenté. Le capitaliste a acheté avec la même quantité de travail d'autrui une plus grande quantité de valeurs d'échange sans avoir pour cela payé plus cher le travail; c'est-à-dire que le travail est moins payé par rapport au bénéfice net qu'il laisse au capitaliste.

En outre, rappelons qu'en dépit des oscillations des prix des marchandises, le prix moyen de chaque marchandise, le rapport suivant lequel elle est échangée contre d'autres marchandises, est déterminé par ses *frais de production*. Les duperies mutuelles au sein de la classe capitaliste se feront donc nécessairement équilibre. Le perfectionnement des machines, l'emploi de nouvelles forces naturelles au service de la production permettent, dans un temps de travail donné, avec la même quantité de travail et de capital, de créer une plus grande masse de produits, mais nullement une plus grande masse de valeurs d'échange. Si, grâce à l'emploi de la machine à filer, je puis livrer en une heure deux fois plus de fil qu'avant son invention, par exemple cent livres au lieu de cinquante, je ne reçois à la longue pas plus de marchandises en échange qu'auparavant pour cinquante, parce

que les frais de production sont tombés de moitié ou parce que je puis livrer avec les mêmes frais le double du produit.

Enfin, quel que soit le rapport suivant lequel la classe capitaliste, la bourgeoisie, soit d'un pays, soit du marché mondial tout entier, répartisse entre ses membres le bénéfice net de la production, la somme totale de ce bénéfice net n'est chaque fois que la somme dont a été augmenté, dans l'ensemble, grâce au travail immédiat, le travail accumulé. Cette somme totale s'accroît donc dans la mesure où le travail augmente le capital, c'est-à-dire dans la mesure où le profit s'accroît par rapport au salaire.

Nous voyons donc que même si nous restons dans *les limites du rapport entre le capital et le travail salarié, les intérêts du capital et les intérêts du travail salarié sont diamétralement opposés.*

Un accroissement rapide du capital équivaut à un accroissement rapide du profit. Le profit ne peut s'accroître rapidement que si le prix du travail, si le salaire relatif, diminue avec la même rapidité. Le salaire relatif peut baisser, même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal, la valeur en argent du travail, mais à condition que ces derniers ne montent pas dans la même proportion que le profit. Si, par exemple, dans les périodes d'affaires favorables, le salaire monte de 5 pour cent, et le profit par contre de 30 pour cent, le salaire proportionnel, le salaire relatif, n'a pas *augmenté*, mais *diminué*.

Si donc le revenu de l'ouvrier augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit en même temps, la puissance du capital sur le travail, l'état de dépendance du travail envers le capital grandissent du même coup.

Dire: l'ouvrier a intérêt à un accroissement rapide du capital, cela signifie seulement: plus l'ouvrier augmente rapidement la richesse d'autrui, plus les miettes du festin qu'il recueille sont substantielles; plus on peut occuper d'ouvriers et les faire se multiplier plus on peut augmenter la masse des esclaves sous la dépendance du capital.

Nous avons donc constaté:

Même la *situation la plus favorable* pour la classe ouvrière, *l'accroissement le plus rapide possible du capital*, quelque amélioration qu'il apporte à la vie matérielle de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste. *Profit et salaire* sont, après comme avant, *en raison inverse l'un de l'autre.*

Lorsque le capital s'accroît rapidement, le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi.

Enfin:

Dire que la condition la plus favorable pour le travail salarié est un accroissement aussi rapide que possible du capital productif signifie seulement ceci: plus la classe ouvrière augmente et accroît la puissance qui lui est hostile, la richesse étrangère qui la commande, plus seront favorables les circonstances dans lesquelles il lui sera permis de travailler à nouveau à l'augmentation de la richesse bourgeoise, au renforcement de la puissance du capital, contente qu'elle est de forger elle-même les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque.

Résumé :

Les réalités sociales sont des grandeurs relatives.

Il convient donc de distinguer entre le salaire nominal (ce que l'ouvrier reçoit en argent) et le salaire réel (son pouvoir d'achat varie en fonction de la fluctuation du prix des marchandises).

Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que le salaire est toujours relatif au gain réalisé par le patron.

Or salaires ouvriers et gains patronaux sont en rapport inverse les uns des autres.

3.7 « Quel est l'effet de l'accroissement du capital productif sur le salaire? »

Cette section correspond au cinquième et dernier article paru le 11 avril 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*.

*
* *

On trouve dans ce développement terminal plusieurs remarques relatives à la **diminution des salaires ouvriers**, à leur **tendancier alignement sur un minimum vital**, en raison de la constante pression qu'exerce l'utilisation de plus en plus intensive des machines dans le jeu la concurrence entre capitalistes.

C'est une conception que Marx et Engels partagent à cette époque et qui se trouve régulièrement exposée dans leurs écrits, entre 1844 et 1848:

1. Engels en revendique la responsabilité dans son étude de **1844** intitulée **Esquisse d'une critique de l'économie politique**. Dans une note pour l'édition allemande de 1885 de *Misère de la philosophie*¹, il écrit :

« La formule selon laquelle le prix « naturel² », c'est-à-dire normal de la force de travail coïncide avec le salaire minimum, c'est-à-dire avec l'équivalent en valeur des subsistances absolument nécessaires pour l'existence et la reproduction de l'ouvrier, cette formule a été d'abord établie par moi dans *L'esquisse d'une critique de l'économie politique* (Annales franco-allemandes, 1844) et dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Comme on le voit ici, Marx avait alors accepté cette formule. C'est à nous deux que Lassalle l'a empruntée. (...) Dans *Le Capital*, Marx a à la fois rectifié cette formule (section « Achat et vente de la force de travail ») et développé les circonstances qui permettent à la production capitaliste de faire baisser de plus en plus au-dessous de sa valeur le prix de la force de travail (chapitre XXIII. La loi générale de l'accumulation capitaliste³) »
2. Dans ses **Manuscrits économique-philosophiques de 1844**, Marx relève au chapitre « Salaire » du premier manuscrit : « Le taux minimum et le seul nécessaire pour le salaire est la subsistance de l'ouvrier pendant le travail, et l'excédent nécessaire pour pouvoir nourrir sa famille et pour que la race des ouvriers ne s'éteigne pas. Le salaire ordinaire est, d'après Smith, le plus bas qui soit compatible avec la *simple humanité*, c'est-à-dire avec une existence de bête⁴ »
3. En **1847**, dans **Misère de la Philosophie**, à propos de la valeur constituée, Marx reprend à son compte la théorie ricardienne du « prix naturel » du travail et il écrit⁵ :

¹ Page 62 de l'édition de *Misère de la Philosophie*, aux Editions sociales, Paris 1977

² Les guillemets d'Engels se justifient par le fait que cette catégorie de « prix naturel » appartient au vocabulaire de David Ricardo. Il n'est donc pas tout à fait exact que cette « formule » ait été d'abord établie par lui. Engels pense manifestement ici aux seules relations entre ses propres travaux et ceux de Marx. Une relecture attentive de son *Esquisse d'une critique de l'économie politique* (dans l'édition bilingue parue chez Aubier en 1974), montre que les mentions relatives à cette formule sont plutôt discrètes. Il n'en va pas de même dans son étude de 1845 sur *La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre* qui est un ouvrage d'une tout autre consistance théorique et sociologique. Il n'est pas douteux d'ailleurs que cette étude ait servi de modèle aux chapitres du *Capital* où Marx, abandonnant l'exposé purement théorique, livre des descriptions très documentées de la réalité vécue par le prolétariat ouvrier et agricole anglais (au terme notamment du chapitre XXV, le très long développement intitulé « Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste »). On se reportera notamment au chapitre intitulé « La concurrence » où Engels, analysant les effets de la compétition entre capitalistes et entre prolétaires, met en lumière la tendance des salaires ouvriers à s'aligner sur un minimum vital, même s'il est culturellement déterminé (pages 118-138, aux éditions sociales, Paris 1975).

³ En réalité le chapitre XXV dans l'édition française.

⁴ *Manuscrits de 1844*, aux Editions sociales, Paris 1969, pages 5 et 6. Marx réfère ici à l'ouvrage d'Adam Smith intitulé *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*.

⁵ *Misère de la Philosophie*, aux Editions sociales, Paris 1977, page 62.

« Résumons : le travail, étant lui-même marchandise, se mesure comme tel par le temps du travail qu'il faut pour produire le travail-marchandise. Et que faut-il pour produire le travail-marchandise ? Tout juste ce qu'il faut de temps de travail pour produire les objets indispensables à l'entretien incessant du travail, c'est-à-dire à faire vivre le travailleur et à le mettre en état de propager sa race. Le prix naturel du travail n'est autre chose que le minimum du salaire. Si le prix courant du salaire s'élève au-dessus du prix naturel, c'est précisément parce que la loi de la valeur, posée en principe par M. Proudhon, se trouve contrebalancée par les conséquences des variations du rapport de l'offre et de la demande. Mais le minimum du salaire n'en reste pas moins le centre vers lequel gravitent les prix courants du salaire.

Ainsi, la valeur relative, mesurée par le temps du travail est fatalement la formule de l'esclavage moderne de l'ouvrier, au lieu d'être, comme M. Proudhon le veut, la « théorie révolutionnaire de l'émancipation du prolétariat. »

4. En **1848**, dans son ***Discours sur le libre-échange***, Marx souligne le processus qui conduit le machinisme à produire sans cesse des produits de moindre valeur, ce qui permet de maintenir au plus bas les moyens d'existence de l'ouvrier : « La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ? C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race. (...) Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence. Cette loi du travail marchandise, du minimum du salaire, se vérifiera à mesure que la supposition des économistes, le libre-échange, sera devenue une vérité, une actualité. Ainsi, de deux choses l'une : ou il faut renier toute l'économie politique basée sur la supposition du libre-échange, ou bien il faut convenir que les ouvriers seront frappés de toute la rigueur des lois économiques sous ce libre-échange⁶. »

5. En **1848**, Engels écrit dans ses ***Principes du Communisme***, en réponse à la question 5 : « Dans quelles conditions se réalise cette vente du travail des prolétaires à la bourgeoisie ? » : « Le travail est une marchandise comme une autre, et son prix est, par conséquent, fixé exactement d'après les mêmes lois que celui de toute autre marchandise. Le prix d'une marchandise, sous le règne de la grande industrie, ou de la libre concurrence—ce qui revient au même comme nous aurons l'occasion de le voir—est en moyenne toujours égal au coût de production de cette marchandise. Le prix du travail est donc, lui aussi, égal au coût de production du travail. Mais le coût de production du travail consiste précisément dans la quantité de moyens de subsistance nécessaires pour mettre l'ouvrier en état de continuer à travailler et ne pas laisser mourir la classe ouvrière. L'ouvrier ne recevra donc, pour son travail, que le minimum nécessaire dans ce but. Le prix du travail, ou le salaire, sera donc le minimum nécessaire à l'entretien de la vie. Comme les affaires sont tantôt bonnes, tantôt mauvaises, il recevra tantôt plus, tantôt moins, tout comme le fabricant recevra tantôt plus, tantôt moins pour ses marchandises. Mais, de même que le fabricant, dans la moyenne des bonnes et des mauvaises affaires, ne reçoit pour ses marchandises ni plus ni moins que leur coût de production, de même l'ouvrier ne recevra, en moyenne, ni plus ni moins que ce minimum. Cette loi économique du salaire est appliquée d'autant plus sévèrement que la grande industrie pénètre plus fortement dans toutes les branches de la production.⁷ »

6. Dans ***Le Manifeste du Parti communiste***, de **1848**, on lit au chapitre « Bourgeois et prolétaires » : « Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. L'ouvrier devient un simple accessoire de la machine, dont on n'exige que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, les frais qu'entraîne un ouvrier se réduisent presque exclusivement au coût des moyens de subsistance nécessaires à son entretien et à la reproduction de son espèce ». Et plus loin, au chapitre « Prolétaires et communistes » : « Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier. »

On voit qu'il y a une réelle continuité dans les affirmations relatives aux salaires au cours de cette période, et particulièrement **à leur tendancier alignement sur un minimum vital**.

⁶ Marx, *Discours sur la question du libre échange*, publié en annexe de *Misère de la Philosophie*, page 209, aux Editions Sociales, Paris 1977.

⁷ Selon l'édition électronique accessible sur le site www.marxists.org

Les adversaires de Marx ont tiré argument de cette conception pour lui attribuer **une prétendue théorie de la paupérisation absolue de la classe ouvrière** et pour invalider du même coup la pertinence scientifique de ses travaux et des analyses qui s'en réclament. Le débat sur cette question n'a pas manqué d'atteindre les milieux marxistes eux-mêmes compte tenu de la reprise de cette thèse dans la plupart des manuels d'économie politique du marxisme-léninisme de la période stalinienne⁸. Nous parlons bien sûr de paupérisation **absolue**, et non de paupérisation **relative** qui est **un tout autre phénomène** puisque dans ce cas, il s'agit non pas d'une décroissance mais d'un **différentiel de croissance** entre un *moins* (la part des salaires) et un *plus* (la part du capital) d'une grandeur accrue.

Sans entrer dans le détail de la question et de la controverse, nous avancerons **un groupe de quatre remarques** :

1. La détermination des salaires en rapport avec un minimum de moyens de subsistance auxquels ils donnent accès est une donnée de l'économie politique classique. On la trouve formulée chez David Ricardo au chapitre V, intitulé « Des salaires », de ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* où il écrit : « Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution⁹ ». Ricardo distingue dans ce chapitre le *prix naturel* du *prix courant* du travail, lequel dépend de deux facteurs, un facteur *culturel* et un facteur *concurrentiel* lié au jeu de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. Mais ce mécanisme d'oscillation est aussi dépendant, selon Ricardo, des mouvements de population qu'il interprète dans une optique malthusienne, comme en témoigne toute la fin de ce chapitre V qui répercute les thèses de Malthus sur la nécessaire régulation de la population par la misère et par la mort. Ainsi Ricardo ne manque-t-il pas de condamner la législation sur l'assistance aux pauvres au motif qu'elle fausse le jeu naturel de la concurrence en économie libérale. Tout au contraire, Marx et Engels se garderont bien d'aborder cette question sous l'angle de la population mais dans le cadre de la lutte des classes, une perspective qui exclut d'envisager la pauvreté de la classe ouvrière comme la manifestation d'une loi naturelle ou comme un destin.
2. D'un point de vue très général, on peut dire que les notions engagées dans une analyse sont de deux types. Les unes sont des catégories **descriptives** : elles donnent une image fidèle ou non du phénomène observé. Les autres sont de nature **explicative**, ce sont des concepts qui rendent compte de la logique interne du phénomène, des connexions nécessaires entre les éléments qui le produisent. Dans le premier cas, la notion participe d'une *manière de parler*. Dans le second cas, la notion participe d'une *manière de penser*. Or, dans l'usage que Marx fait du terme « **loi** », on rencontre ces deux emplois, soit pour exprimer une régularité remarquable, soit pour attester une constante. Ainsi les références à la hauteur des salaires ouvriers, ou plus exactement à l'extrême pauvreté à laquelle ces salaires condamnent les travailleurs, sont-elles le plus souvent de type descriptif. Et elles ne sont pas fausses. Mais elles ne disent rien sur la loi du phénomène au sens fort du terme, sinon que ces salaires de misère sont la règle générale dans le traitement de la main-d'œuvre ouvrière par le capital à tel moment de son histoire.

On peut observer la **différence entre ces deux usages** dans le chapitre XXV de la septième section du *Capital* intitulée « Loi générale de l'accumulation capitaliste ». C'est du reste à partir de ce développement que l'on prétend trouver chez Marx une loi de la paupérisation absolue de la classe ouvrière.

Or s'il est vrai que Marx se livre dans ces pages à une description extrêmement documentée de l'épouvantable pauvreté de la classe ouvrière et des couches populaires anglaises¹⁰ au début du 19^e siècle, **l'apport théorique principal** de ce chapitre réside dans la découverte de la relation entre les deux parties *variable* et *constante* du capital qui détermine la **composition organique du capital**, et à partir de cette distinction, dans la formulation de la **loi**, au sens fort du

⁸ On se reportera à titre d'exemple, au *Manuel d'Economie politique* publié par l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de l'URSS en 1955 et dont une traduction a paru en 1956 aux Editions sociales. La « loi de paupérisation relative et absolue » s'y trouve exposée au Chapitre V, page 98, en référence à une citation de Marx extraite du chapitre XXV du *Capital* relative *non pas aux salaires mais à l'armée industrielle de réserve*. Cette citation, sur laquelle nous reviendrons bientôt, se termine par l'affirmation suivante: « Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste » que Marx fait aussitôt suivre de cette observation: « L'action de cette loi, comme toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières » (*Le Capital*, page 471 de l'édition Garnier Flammarion). Or la citation du *Manuel* dont nous parlons **se garde de reproduire cette précision** pour ne tirer parti que de l'éloquence toute rhétorique du terme « absolu ».

⁹ David Ricardo, *Des Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*, Éditions Champs Flammarion, Paris, 1977, page 81

¹⁰ Elle occupe le très long sous-chapitre V intitulé « Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste »

terme, du « décroissement progressif de la grandeur proportionnelle du capital variable¹¹ », autrement dit le fait que la part réservée au capital variable (c'est-à-dire aux salaires¹²) est en constante diminution relative par rapport à la part réservée au capital constant (c'est-à-dire, en gros, aux machines et aux matières)¹³. Marx écrit (*c'est nous qui soulignons le terme*) : « Cette loi de l'accroissement progressif de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable se trouve (...) à chaque pas confirmée par l'analyse comparée des prix des marchandises, soit qu'on compare différentes époques économiques chez une même nation soit qu'on compare différentes nations dans une même époque¹⁴ ».

Par ailleurs, dans ce même chapitre, Marx met en lumière un second phénomène qui est la constitution par le capitalisme **d'une armée industrielle de réserve**, autrement dit **d'une surpopulation relative**¹⁵ dont les conditions de subsistance se dégradent aux limites de la misère la plus noire. Cette surpopulation, écrit-il, peut s'enfler ou se resserrer de manière subite en fonction des besoins en main-d'œuvre du capital. Il est vrai qu'à ce propos, Marx mobilise la notion de **loi**, écrivant, par exemple, à propos du phénomène par lequel *la classe salariée produit elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative* : « Voilà **la loi** de population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier¹⁶ ». Mais il faut voir que la notion de loi est requise dans ce passage précis pour s'opposer *avec la force de la raison* aux théories malthusiennes de la population, Marx apportant la démonstration que la surpopulation n'est pas le fait, comme le prétendent Malthus et ses partisans, du débridement sexuel des classes populaires responsables de leur prolifération et donc de leur misère mais doit être envisagée en fonction des nécessités et des stratégies du capital, c'est-à-dire dans le cadre, en fin de compte, de la lutte des classes. De même quand à propos de l'écart croissant entre la richesse et la pauvreté des classes sociales en système capitaliste, il recourt à nouveau au concept de loi, écrivant « C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesses à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même¹⁷ », la notion de loi intervient à nouveau dans un sens qui n'implique pas une nécessité organique **sans possible action contraire**.

3. La loi relative à la *composition organique du capital* (la « loi de l'accroissement progressif de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable¹⁸ ») et son corrélat, la loi sur la *baisse tendancielle du taux de profit* (en raison de la part moindre du capital variable, qui est la seule source de plus-value) illustrent parfaitement le caractère **dialectique** des « connexions nécessaires » que Marx découvre au sein des phénomènes étudiés. Il ne s'agit jamais chez lui d'édicter une loi au sens d'une nécessité abstraite, mais d'établir conjointement et la logique interne d'un processus, sa *tendance*¹⁹, et le rôle des facteurs susceptibles de contrecarrer son accomplissement dans la complexité du réel.
4. Enfin rappelons la virulence avec laquelle Marx, en 1875, dans ses **Gloses critiques au programme de Gotha**, dénonce l'erreur commise par Lassalle au nom de sa fameuse « loi d'airain des salaires » qui n'est rien au fond que l'expression d'une loi de paupérisation absolue. En avril 1863, Lassalle affirmait en effet : « La loi économique d'airain qui, dans les conditions présen-

¹¹ Page 460 de l'édition de poche du *Capital*, Livre I aux éditions Garnier Flammarion, Paris 1969

¹² Le capital variable est la partie du capital « qui s'échange contre la force de travail et forme le fonds à repartir entre les salaires » (*Le Capital*, page 451 de l'édition citée).

¹³ C'est à partir de ce rapport que Marx sera en mesure d'établir l'autre loi de la *baisse tendancielle du taux de profit* que l'on trouve formulée dans le Livre III du *Capital*.

¹⁴ *Le Capital*, édition citée, page 451

¹⁵ Marx précise « nous l'appelons relative parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation mais au contraire d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manœuvres », *Le Capital*, page 459.

¹⁶ *Le Capital*, livre I, page 459/460 de l'édition citée. Cette indication est suivie d'une remarque très importante où Marx insiste sur le **caractère d'historicité** des « lois de population » qui n'ont pas de valeur dans l'absolu. Il écrit : « Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme » (page 460).

¹⁷ Page 472

¹⁸ *Le Capital*, page 451, ou si l'on préfère une autre formulation : « la loi qui permet de produire plus de richesse avec moins de dépense humaine », page 471. Il s'agit bien sûr d'un mouvement **relatif** et non pas d'un processus absolu.

¹⁹ C'est la catégorie de *tendance*, et non celle de *loi*, qui donne son titre (« Tendance historique de l'accumulation capitaliste ») au célèbre chapitre XXXII du *Capital*, pourtant le chapitre le plus hégélien où Marx évoque avec l'expropriation par les travailleurs organisés des expropriateurs capitalistes le caractère implacable de la « négation de la négation ».

tes, sous le règne de l'offre et de la demande de travail, détermine le salaire est la suivante : le salaire moyen reste toujours réduit à la subsistance nécessaire, indispensable d'après les habitudes d'une nation donnée, pour entretenir l'existence et la reproduire. Tel est le point autour duquel gravite le salaire réel. Il ne peut jamais s'élever beaucoup au-dessus, ni descendre beaucoup plus bas. Il ne peut s'élever d'une façon durable au-dessus de cette moyenne : en effet, la situation plus facile, meilleure, faite au travailleur, susciterait aussitôt une augmentation de la population ouvrière, accroîtrait l'offre de bras et ramènerait le salaire à son ancien taux ou à un taux inférieur. Le salaire ne peut non plus s'abaisser pendant longtemps au-dessous de ce qui est nécessaire à l'entretien de l'existence : en ce cas ne manqueraient pas de sévir l'émigration, le célibat, l'abstention dans la procréation : bref, la misère amènerait une diminution dans le nombre des ouvriers; l'offre des bras s'en trouverait réduite et le salaire remonterait à son niveau antérieur. Le salaire moyen gravite donc constamment autour de ce centre (...)»²⁰. Un énoncé, on le voit, en tous points conforme à ce que Marx et Engels ont longtemps affirmé²¹ entre 1844 et 1848 avant la correction apportée à cette thèse par *Salaire, prix en profit*, en 1865, soit un an après la mort de Lassalle. Redisons-le : la sévérité de Marx dans ses **Gloses critiques** à l'égard de Lassalle comporte une grande part d'autocritique. De l'art en quelque sorte de battre sa couple sur la poitrine d'un autre.

*
* *

Lisons à présent ces dernières pages de la conférence de Marx.

La croissance du capital productif et l'augmentation du salaire sont-elles vraiment aussi inséparablement liées que le prétendent les économistes bourgeois ? Nous ne devons pas les croire sur parole. Nous ne devons même pas les croire lorsqu'ils disent que plus le capital est gras, plus son esclave s'engraisse. La bourgeoisie est trop avisée, elle calcule trop bien pour partager les préjugés du grand seigneur qui tire vanité de l'éclat de sa domesticité. Les conditions d'existence de la bourgeoisie la contraignent à calculer.

Nous devons donc étudier de plus près le point suivant:

Quel est l'effet de l'accroissement du capital productif sur le salaire?

Avant de répondre à cette question, Marx rappelle la situation de concurrence qui pousse chaque capitaliste, s'il veut l'emporter sur ses rivaux, à recourir à l'emploi de plus en plus intensif des machines, un processus qui ne manque pas de se relancer par lui-même à grande échelle.

Lorsque, en somme, le capital productif de la société bourgeoise s'accroît, c'est qu'il se produit une accumulation de travail plus étendue. Les capitaux augmentent en nombre et en importance. L'accroissement des capitaux augmente la concurrence entre les capitalistes. L'importance croissante des capitaux permet d'amener sur le champ de bataille industriel des armées plus formidables d'ouvriers avec des engins de guerre plus gigantesques.

Un capitaliste ne peut évincer l'autre et s'emparer de son capital qu'en vendant meilleur marché. Pour pouvoir vendre meilleur marché sans se ruiner, il faut produire meilleur marché, c'est-à-dire accroître autant que possible la productivité du travail. Mais la productivité du travail augmente surtout par une division plus grande du travail, par l'introduction plus générale et le perfectionnement constant des machines. Plus est grande l'armée des ouvriers entre lesquels le travail est divisé, plus le machinisme est introduit à une échelle gigantesque, et plus les frais de production diminuent en proportion, plus le travail devient fructueux. De là, une émulation générale entre les capitalistes, pour augmenter la division du travail et les machines et les exploiter tous deux à la plus grande échelle possible.

²⁰ Cité par Sonia Dayan-Herbrun, *L'invention du parti ouvrier*, pages 143/144, L'Harmattan, Paris 1990.

²¹ A l'exception toutefois, et ce n'est pas du tout négligeable, de l'argumentation typiquement malthusienne développée par Lassalle.

Or, si un capitaliste, grâce à une plus grande division du travail, à l'emploi et au perfectionnement de nouvelles machines, grâce à l'utilisation plus avantageuse et sur une plus grande échelle des forces naturelles, a trouvé le moyen de créer avec la même somme de travail ou de travail accumulé une somme plus grande de produits, de marchandises que ses concurrents; s'il peut, par exemple, dans le même temps de travail où ces concurrents tissent une demi-aune de drap, produire une aune entière, comment ce capitaliste va-t-il opérer?

Il pourrait continuer à vendre une demi-aune de drap au prix antérieur du marché, mais ce ne serait pas le moyen d'évincer ses adversaires et d'augmenter son propre débit. Or, au fur et à mesure que sa production s'est étendue, le besoin de débouchés s'est également élargi pour lui. Les moyens de production plus puissants et plus coûteux qu'il a créés lui *permettent* bien de vendre sa marchandise meilleur marché, mais ils le *contraignent* en même temps à *vendre plus de marchandises*, à conquérir un marché infiniment plus *grand* pour ses marchandises. Notre capitaliste va donc vendre la demi-aune de drap meilleur marché que ses concurrents.

Mais le capitaliste ne vendra pas l'aune entière aussi bon marché que ses concurrents vendent la demi-aune, bien que la production de l'aune entière ne lui coûte pas plus que coûte aux autres celle de la demi-aune. Sinon, il n'aurait aucun bénéfice supplémentaire et ne retrouverait à l'échange que ses frais de production. Dans ce cas, son revenu plus grand proviendrait du fait qu'il a mis en œuvre un capital plus élevé et non pas du fait qu'il aurait fait rendre à son capital plus que les autres. D'ailleurs, il atteint le but qu'il cherche en fixant pour sa marchandise un prix inférieur de quelques pour cent seulement à celui de ses concurrents. Il les évince du marché, il leur enlève tout au moins une partie de leurs débouchés en *vendant à plus bas prix*. Enfin, rappelons-nous que le prix courant est toujours *au-dessus ou au-dessous des frais de production*, suivant que la vente d'une marchandise tombe dans une saison favorable ou défavorable à l'industrie. Selon que le prix du marché de l'aune de drap est au-dessus ou au-dessous des frais ordinaires de sa production antérieure, le capitaliste qui a employé de nouveaux moyens de production plus avantageux vendra au-dessus de ses frais de production réels suivant des pourcentages différents.

Mais le *privilège* de notre capitaliste n'est pas de longue durée; d'autres capitalistes rivaux introduisent les mêmes machines, la même division du travail, le font à la même échelle ou à une échelle plus grande, et cette amélioration se généralise jusqu'au moment où le prix du drap s'abaisse non seulement *au-dessous de ses anciens frais de production*, mais *au-dessous de ses nouveaux frais*.

Les capitalistes se trouvent donc à l'égard les uns des autres dans la même situation où ils se trouvaient *avant* l'introduction des nouveaux moyens de production et si, avec ces moyens, ils peuvent livrer, pour le même prix, le double du produit, ils sont *maintenant* contraints de livrer *au-dessous* de l'ancien prix leur production doublée. Au niveau de ces nouveaux frais de production, le même jeu recommence: plus grande division du travail, plus de machines, plus grande échelle à laquelle sont utilisées division du travail et machines. Et la concurrence produit de nouveau la même réaction contre ce résultat.

Nous voyons ainsi comment le mode de production, les moyens de production sont constamment bouleversés, révolutionnés; comment *la division du travail entraîne nécessairement une division du travail plus grande, l'emploi des machines, un plus grand emploi des machines, le travail à une grande échelle, le travail à une échelle plus grande*.

Telle est la loi qui rejette constamment la production bourgeoise hors de son ancienne voie et qui contraint toujours le capital à tendre les forces de production du travail, *une fois* qu'il les a tendues, la loi qui ne lui accorde aucun repos et lui murmure continuellement à l'oreille: Marche! Marche!

Cette loi n'est autre chose que la loi qui, dans les limites des oscillations des époques commerciales, maintient nécessairement le prix d'une marchandise *égal à ses frais de production*.

Aussi formidables que soient les moyens de production avec lesquels un capitaliste entre en campagne, la concurrence généralisera ces moyens de production, et dès l'instant où ils sont généralisés, le seul avantage du rendement plus grand de son capital est qu'il lui faut alors pour *le même prix* livrer dix, vingt, cent fois plus qu'auparavant. Mais comme il lui faut écouler peut-être mille fois plus pour compenser par la masse plus grande du produit écoulé le prix de vente plus bas, comme une vente par masses plus considérables est maintenant nécessaire non seulement pour gagner davantage, mais pour récupérer les frais de production - l'instrument de production lui-même, ainsi que nous l'avons vu, coûtant de plus en plus cher - et comme cette vente en masse est une question vitale non seulement pour lui, mais pour ses rivaux, l'ancienne lutte se fait *d'autant plus violente que les moyens de production déjà inventés sont plus féconds*. *La division du travail et l'emploi des machines continueront donc à se développer à une échelle infiniment plus grande*.

Quelle que soit donc la puissance des moyens de production employés, la concurrence cherche à ravir au capital les fruits d'or de cette puissance en ramenant le prix de la marchandise à ses frais de production, élevant ainsi la production à bon marché, la livraison de masses de plus en plus grandes de produits pour la même somme à la hauteur d'une loi impérieuse, à mesure qu'elle produit meilleur marché, c'est-à-dire qu'elle produit davantage avec la même quantité de travail. Ainsi donc, par ses propres efforts, le capitaliste n'aurait rien gagné que l'obligation de fournir davantage dans le même temps de travail, en un mot, que *des conditions plus difficiles d'exploitation de son capital*. Par conséquent, tandis que la concurrence le poursuit constamment avec sa loi des frais de production, et que chaque arme qu'il forge contre ses rivaux se retourne contre lui-même, le capitaliste cherche constamment à l'emporter sur la concurrence en introduisant sans répit, à la place des anciennes, des machines et des méthodes nouvelles de division du travail, plus coûteuses sans doute, mais produisant à meilleur marché, sans attendre que la concurrence ait rendu surannées les nouvelles.

Représentons-nous maintenant cette agitation fiévreuse *simultanément sur le marché mondial tout entier*, et nous comprendrons comment la croissance, l'accumulation - et la concentration du capital ont pour conséquence une division du travail ininterrompue, de plus en plus précipitée et exécutée à une échelle toujours plus gigantesque, l'emploi de nouvelles machines et le perfectionnement des anciennes.

Ce rappel une fois accompli, Marx peut revenir à la question qu'il posait en début de séquence. Il démontre que la situation de concurrence accrue dans laquelle se trouve à leur tour les travailleurs, d'une part, et la simplification ainsi que la déqualification des tâches que le machinisme accomplit, d'autre part, entraînent non seulement que le travail devient plus pénible mais que les salaires diminuent, du moins en valeur relative.

Mais quels sont sur la détermination du salaire les effets de ces circonstances inséparables de l'accroissement du capital productif?

La division plus grande du travail permet à un ouvrier de faire le travail de 5, 10, 20; elle rend donc la concurrence entre les ouvriers 5, 10, 20 fois plus grande. Les ouvriers ne se font pas seulement concurrence en se vendant meilleur marché les uns que les autres; ils se font concurrence par le fait qu'un *seul* accomplit le travail de 5, 10, 20, et c'est *la division du travail* introduite par le capital et renforcée de plus en plus qui contraint les ouvriers à se faire cette sorte de concurrence.

De plus, le travail est *simplifié* dans la mesure même où augmente *la division du travail*. L'habileté particulière de l'ouvrier perd sa valeur. Celui-ci est transformé en une force productive simple, monotone, qui ne met en jeu aucun effort corporel et intellectuel. Son travail devient du travail accessible à tous. C'est pourquoi les concurrents font de tous les côtés pression sur l'ouvrier et rappelons, en outre, que plus le travail est simple et facile à apprendre, moins on a besoin de frais de pro-

duction pour se l'assimiler et plus le salaire s'abaisse, car il est déterminé comme le prix de toute autre marchandise par ses frais de production.

Au fur et à mesure donc que le travail apporte moins de satisfaction, plus de dégoût, la concurrence augmente et le salaire diminue. L'ouvrier cherche à conserver la masse de son salaire en travaillant davantage, soit en faisant plus d'heures, soit en fournissant davantage dans la même heure. Poussé par la misère, il augmente donc encore les effets funestes de la division du travail. Le résultat est que plus il travaille, moins il reçoit de salaire, et cela pour la simple raison qu'au fur et à mesure qu'il concurrence ses compagnons de travail, il fait de ceux-ci autant de concurrents qui se vendent à des conditions aussi mauvaises que lui-même, et parce qu'en définitive c'est à lui-même qu'il fait concurrence, à lui-même en tant que membre de la classe ouvrière.

Le machinisme produit les mêmes effets à une échelle bien plus grande encore en évinçant les ouvriers habiles et en les remplaçant par des ouvriers malhabiles, les hommes par des femmes, les adultes par des enfants; en jetant, là où des machines sont nouvellement introduites, les ouvriers manuels en masse sur le pavé, et là où elles sont développées, améliorées, remplacées par des machines de meilleur rendement, en congédiant les ouvriers par plus petits paquets. Nous avons esquissé plus haut, de façon rapide, la guerre industrielle des capitalistes entre eux; *cette guerre a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière. Les généraux, les capitalistes rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats d'industrie.*

Les économistes nous racontent bien, il est vrai, que les ouvriers rendus superflus par les machines trouvent de *nouvelles* branches d'occupation.

Ils n'osent pas affirmer directement que les mêmes ouvriers qui ont été congédiés trouveront à se caser dans de nouvelles branches de travail. Les faits hurlent trop fort contre ce mensonge. A vrai dire, ils affirment seulement que pour *d'autres parties de la classe ouvrière*, par exemple pour la partie des jeunes générations d'ouvriers qui était sur le point d'entrer dans la branche d'industrie qui a périclité, il se présentera de nouveaux moyens d'occupation. Naturellement, c'est une grande satisfaction, n'est-ce pas, pour les ouvriers jetés à la rue. Messieurs les capitalistes ne manqueront pas de chair fraîche à exploiter, on laissera les morts enterrer leurs morts. Cela est bien plus une consolation que les bourgeois se donnent à eux-mêmes qu'aux ouvriers. Si toute la classe des salariés était anéantie par le machinisme, quelle chose effroyable pour le capital qui, sans travail salarié, cesse d'être du capital!

Mais supposons que les ouvriers chassés directement du travail par le machinisme et toute la partie de la nouvelle génération qui guettait leur place, *trouvent une occupation nouvelle*. Croit-on que celle-ci sera payée aussi cher que celle qu'ils ont perdue? *Cela serait en contradiction avec toutes les lois économiques*. Nous avons vu comment l'industrie moderne tend toujours à substituer à une occupation complexe, supérieure, une occupation plus simple, inférieure.

Comment une masse ouvrière jetée hors d'une branche industrielle par le machinisme pourrait-elle donc se réfugier dans une autre, si ce n'est *en étant payée plus mal, à un prix plus bas*?

On a cité comme une exception les ouvriers qui travaillent à la fabrication des machines elles-mêmes. Dès que l'industrie exige et consomme plus de machines, a-t-on dit, les machines devraient nécessairement augmenter en nombre et, par suite, la fabrication des machines, donc aussi le nombre des ouvriers occupés à la fabrication des machines et les ouvriers employés dans cette branche d'industrie seraient des ouvriers habiles, voire même qualifiés.

Depuis l'année 1840, cette affirmation qui, auparavant déjà, était seulement à moitié vraie, a perdu toute apparence de valeur puisque, de façon de plus en plus générale, les machines furent autant employées à fabriquer les machines qu'à produire le fil de coton, et que les ouvriers employés dans les fabriques de machines, face à des engins extrême-

ment perfectionnés, ne purent plus jouer que le rôle de machines tout à fait rudimentaires.

Mais à la place de l'homme chassé par la machine, la fabrique occupe peut-être *trois* enfants et *une* femme! Or, le salaire de l'homme ne devait-il pas être suffisant pour les trois enfants et la femme? Le minimum du salaire ne devait-il pas suffire à entretenir et augmenter la race? Que prouve donc cette façon de s'exprimer chère aux bourgeois? Rien d'autre que ceci: quatre fois plus d'existences ouvrières qu'autrefois se consomment pour faire vivre *une seule* famille ouvrière.

Résumons-nous: *Plus le capital producteur s'accroît, plus la division du travail et l'emploi du machinisme prennent de l'extension; plus la division du travail et l'emploi du machinisme prennent de l'extension, plus la concurrence gagne parmi les ouvriers et plus leur salaire se resserre.*

Autre conséquence : la prolétarianisation des victimes du processus dans « les couches supérieures de la société » elles-mêmes.

Ajoutons encore que la classe ouvrière se recrute *dans les couches supérieures de la société*. Il s'y précipite une masse de petits industriels et de petits rentiers qui n'ont rien de plus pressé que de lever les bras à côté de ceux des ouvriers. C'est ainsi que la forêt des bras qui se lèvent pour demander du travail se fait de plus en plus épaisse et les bras eux-mêmes de plus en plus maigres.

Il est de toute évidence que le petit industriel ne peut pas résister dans une guerre dont une des conditions premières est de produire à une échelle toujours plus grande, c'est-à-dire d'être un gros et non point un petit industriel.

Que l'intérêt du capital diminue au fur et à mesure que la masse et le nombre des capitaux augmentent, que le capital s'accroît, que par conséquent le petit rentier ne peut plus vivre de sa rente, qu'il lui faut par conséquent se rejeter sur l'industrie, c'est-à-dire aider à grossir les rangs des petits industriels et de cette façon les candidats au prolétariat, tout cela n'a pas besoin de plus ample explication.

Enfin, le surgissement des crises.

Au fur et à mesure enfin que les capitalistes sont contraints par le mouvement décrit plus haut d'exploiter à une échelle plus grande les moyens de production gigantesques déjà existants, et, dans ce but, de mettre en action tous les ressorts du crédit, les tremblements de terre industriels - au cours desquels le monde commercial ne se maintient qu'en sacrifiant aux dieux des Enfers une partie de la richesse, des produits et même des forces de production - deviennent plus nombreux, en un mot, les *crises* augmentent. Elles deviennent de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes déjà du fait que, au fur et à mesure que la masse des produits et, par conséquent, le besoin de marchés élargis s'accroissent, le marché mondial se rétrécit de plus en plus et qu'il reste de moins en moins de marchés à exploiter, car chaque crise antérieure a soumis au commerce mondial un marché non conquis jusque-là ou exploité de façon encore superficielle par le commerce. Mais le capital ne vit pas seulement du travail. Maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui sombrent dans les crises.

Ainsi, nous voyons que lorsque *le capital s'accroît rapidement, la concurrence entre les ouvriers s'accroît de manière infiniment plus rapide, c'est-à-dire que les moyens d'occupation, les moyens de subsistance pour la classe ouvrière diminuent proportionnellement d'autant plus et que, néanmoins, l'accroissement rapide du capital est la condition la plus favorable pour le travail salarié.*

Résumé :

L'accroissement du capital productif avive la concurrence entre capitalistes. Cette compétition les pousse à augmenter leur productivité, ce qui signifie une division toujours plus poussée du travail et un emploi toujours plus intensif des machines. Or, il s'agit d'un processus sans cesse relancé sur une base élargie. Le capitalisme est ainsi animé par une logique interne qui réduit sans arrêt la force de travail à du travail simple et donc à du travail de moindre valeur. Il en résulte une prolétarianisation²² croissante de la main d'œuvre. Il en résulte également une logique de crise, des crises d'autant plus dramatiques que la zone d'expansion du capitalisme s'est élargie.

²² Le terme signifie pour Marx, au sens technique, un accroissement du travail salarié.

3.8. Un résumé

1. Le travailleur libre dispose pour assurer ses moyens d'existence d'une **marchandise** particulière qui est sa **force de travail**. Cette marchandise, comme toute autre sur le marché, a un **prix** : le **salair**e est le prix que consent à payer un patron lorsqu'il achète la force de travail de l'ouvrier afin d'en disposer pour une durée déterminée.

2. Une **triple concurrence** entre les vendeurs (*autrement dit* entre les ouvriers « libres »), entre les acheteurs (*autrement dit* entre les patrons), mais aussi entre acheteurs et vendeurs, est susceptible de faire **varier le prix de la force de travail** (*autrement dit* le montant du salaire).

Mais ces variations se rapportent à un **axe de référence**.

Pour ce qui concerne les marchandises au sens général du terme, leur prix oscille autour d'un axe constitué par les frais de production. C'est la recherche par chaque capitaliste du gain le plus grand qui explique les mouvements de capitaux (afflux ou retrait) dans une branche.

Pour ce qui concerne la marchandise « force de travail », il en va de même : son prix va osciller autour d'un axe constitué par ses frais de production, c'est-à-dire les frais indispensables à la formation (frais d'apprentissage), à l'entretien (frais d'existence) et à la reproduction (pour l'ensemble de la classe sociale) de la main-d'œuvre ouvrière. La tendance dominante est d'ajuster le salaire sur le minimum de ces frais de production.

3. Le capital est du travail accumulé, disent les économistes. Derrière cette évidence, ils masquent le fait que le capital est aussi et surtout un **rapport social** historiquement déterminé, un rapport social bourgeois.

4. Le capital est composé de **marchandises**, c'est-à-dire de produits considérés sous l'angle de leur valeur d'échange, laquelle indifférencie leur composition matérielle. Toute marchandise n'est cependant pas du capital. Elle ne le devient que par l'intervention de la force de travail ouvrière qui assure non seulement la conservation mais **l'accroissement de sa valeur**.

5. Ce que l'ouvrier reçoit sous forme de salaire, ce sont des moyens de subsistance que leur consommation aboutit à détruire. Ce que reçoit le capital en échange du salaire qu'il paie, c'est une force de travail que sa consommation aboutit à accroître. Capital et travail sont dans une relation **d'implication réciproque**, mais une relation de **domination** du premier sur le second.

6. Les réalités sociales sont des grandeurs **relatives**.

Il convient donc de distinguer entre le salaire nominal (ce que l'ouvrier reçoit en argent) et le salaire réel (son pouvoir d'achat varie en fonction de la fluctuation du prix des marchandises).

Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que le salaire est toujours relatif au gain réalisé par le patron.

Or salaires ouvriers et gains patronaux sont en **rapport inverse** les uns des autres.

7. L'accroissement du capital productif avive la concurrence entre capitalistes. Cette compétition les pousse à augmenter leur productivité, ce qui signifie une division toujours plus poussée du travail et un emploi toujours plus intensif des machines. Or, il s'agit d'un processus sans cesse relancé sur une base élargie. Le capitalisme est ainsi animé par une **logique interne** qui réduit sans arrêt la force de travail à du travail simple et donc à du travail de moindre valeur. Il en résulte une prolétarianisation croissante de la main-d'œuvre. Il en résulte également une **logique de crise**, des crises d'autant plus dramatiques que la zone d'expansion du capitalisme s'est élargie.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, <i>Le statu quo en Allemagne</i> (1847)	Vol. 3
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Charles Fourier : Fourier sous le regard de Marx et d'Engels	Vol. 1
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel : L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel : Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx : <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx : <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx : <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx : <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx : <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx : Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx : Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx : Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx : <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx : <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx : <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx : <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx : <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx : <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx : <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx : <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx : Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx : Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx : <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon : chronique d'une rupture	Vol. 8
J. Nagels : « Le point de vue de la production dans le marxisme »	Vol. 8
J. Nagels : « David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs »	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2

Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Stirner : <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner : Notice biographique	Vol. 6
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 3
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2